5e Année, N° 78 - 15 Avril 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévennol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

LE CARNET DU SAUVAGE

Après le Congrès communiste

Qui pense encore au Congrès que le Parti communiste a tenu au début de ce mois?

Peut-être les délégués qui y ont assisté, les orateurs qui y ont parlé. Encore n'est-ce pas sûr. Et cela se comprend.

S'il est un Congrès qui n'a servi à rien, qui n'a rien discuté et n'a rien tranché, c'est bien celui-là. Avant qu'il se soit réuni, tout avait été arrangé et bien arrangé.

On tient maintenant des Congrès parce que ce fut autrefois la règle d'en tenir. Mais on pourrait fort bien s'en passer. Ils sont devenus parfaitement inutiles. Encore un préjugé d'autrefois, quelque survivance anarcho-syndicaliste.

Jadis, les Congrès étaient faits pour juger le travail accompli par le bureau d'une organisation pendant une période donnée et pour lui tailler du travail dans la période à venir. Aujourd'hui rien de cela. Les rôles sont renversés. Les membres d'une organisation n'ont pas le droit de discuter, encore moins de critiquer, le travail de leurs fonctionnaires devenus leurs dirigeants. Les dirigeants peuvent tout à leur aise et toute l'année faire la critique de leurs dirigés. Les dirigés n'ont qu'un seul droit, même durant cette semaine de Congrès, c'est de chanter les louanges de leurs chefs. Quant à envisager ensemble le travail à venir, vous n'y pensez pas! Le travail est tout tracé; il ne reste plus qu'à en donner connaissance, à l'expliquer ou à paraître l'expliquer. Les Congrès sont des Conférences d'information. Le bon peuple est convié à écouter des rapports pharamineux qu'il doit avaler en silence et approuver unanimement. On pourrait à moindres frais, sans déranger deux ou trois centaines de délégués, porter ces rapports à la connaissance des troupes ou du troupeau, par le journal ou par la brochure, ou par radio si l'on tient à leur garder un certain son de voix humaine. On y viendra, soyons-en sûrs.

Est-ce que l'Eglise tient des Congrès et demande aux fidèles de juger le boulot de leurs curés? Est-ce que l'Armée demande leur avis aux troupiers? Les lumières et les ordres tombent d'en haut; les gens d'en bas n'ont qu'à écouter et à obéir.

Une consultation des fidèles et des troupiers du Parti communiste ne peut guérir le mal dont souffre ce Parti; elle ne peut que l'accroître. Les dirigeants ont beau tout prévoir, tout machiner, tout ficeler, toujours quelque accroc dangereux se produit. Qu'on en finisse vite avec les derniers vestiges de démocratie ouvrière!

On évitera ainsi par exemple le malaise supplémentaire dans lequel s'est terminé, le dimanche 7 avril, le Congrès du Parti communiste.

Il ne s'était pas trop mal déroulé, selon les dirigeants du Parti. Alors que tout le monde s'attendait à un accrochage sérieux avec les trois victimes expiatoires de la droite : Bernard, Doriot et Renaud Jean, le spectacle avait été complètement différent. Bernard, évaporé; Renaud Jean, absent; Doriot, repenti. La direction allait triompher sans combat, presque sans mérite. Et voilà qu'un conflit inattendu, resté d'ailleurs assez mystérieux, a éclaté entre la région du Nord et la direction du Parti, excitée à grands coups de botte au derrière par les aspirants directeurs, eux-mêmes encouragés par Moscou.

*Relisez dans l'*Humanité* du 8 avril les lamentations et les menaces de Semard :*

« La direction du Parti ira peut-être se faire battre dans le Nord... Vous prendrez la responsabilité de faire battre la direction de votre Parti... Trop de discussions de couloirs ont eu lieu à la fin de ce Congrès... Quand on arrive à ces sortes de discussions, l'atmosphère ne devient plus saine : il faut juger la direction du Parti sur ses déclarations officielles et non sur des ragots de couloirs. »

*Huit jours sont passés, l'atmosphère ne s'est pas assainie, le malaise persiste; l'*Humanité *n'a pas été en mesure de publier la composition du Bureau politique et du Comité central. Les marchandages autour de cette composition n'en finissent pas. On attend sans doute les instructions de Moscou.*

Que le Bureau politique et le Comité central soient composés d'une façon ou de l'autre, la crise véritable, la crise profonde du Parti se poursuivra. On peut la masquer; on ne peut la dénouer. Tout ce qui tend à la masquer aboutit à la rendre plus profonde. C'est comme un abcès refermé.

Il est méritoire de vitupérer les silencieux, surtout quand on a récemment subi en silence, comme Monmousseau, les leçons injurieuses d'un délégué des Jeunesses. Mais tout le monde n'a pas cette souplesse de conscience. Quand on vient d'apprendre que Humbert-Droz est limogé du secrétariat de l'Internationale pour avoir formulé une opinion non orthodoxe sur la stabilisation capitaliste et sur la radicalisation des masses, que le correspondant de l'Humanité à Berlin, Guilbeaux, a l'oreille fendue comme suspect de sympathie pour Boukharine et quand enfin, ici-même, on peut admirer la raclée administrée à Doriot malgré sa série d'abjurations, il faudrait être un héros pour s'aventurer à dire sa pensée dans un Congrès. On fait alors comme Cachin et comme Rappoport, on chante les cantiques du jour.

Mais l'abcès refermé empoisonnera un peu plus l'organisme; les effectifs du Parti continueront à fondre et la C.G.T.U. s'anémiera de plus en plus. Jusqu'au jour où, après quelques échecs de grèves plus cuisants encore que ceux de la Loire ou d'Halluin, une explosion éclatera, comme le fait vient de se produire en Tchécoslovaquie.

Radicalisation... bourgeoise

J'envie ceux qui croient dur comme fer à la radicalisation des masses ouvrières. Je ne vois de radicalisation que dans le camp patronal.

Cette quinzaine encore, deux faits me semblent mériter de retenir l'attention; la nouvelle offensive patronale dans le domaine des assurances sociales et le développement de la campagne militariste dont les funérailles de Foch ont été le point de départ.

L'on sait que la C.G.T. avait longtemps misé sur les assurances sociales pour devenir une organisation embrassant des millions d'adhérents, en transformant les millions d'assurés en autant de syndiqués. Elle avait éprouvé une première déception grave quand les mutualistes, au lieu d'accepter son alliance, acceptèrent celle du patronat. C'est alors qu'elle dut se rabattre sur la formation de groupes d'assurés spontanés, gérant leurs caisses primaires sans immixtion du patronat. Nous avons approuvé cette position, assez surpris que des hommes comme Georges Buisson, qui s'était prononcé un mois avant en faveur de l'arbitrage obligatoire dans les grèves, puissent prendre une attitude vraiment ouvrière, nettement de classe dans le problème des assurances sociales. L'explication nous en paraissait assez simple : ils avaient enfin trouvé en face d'eux le patronat véritable et du coup quelques-unes de leurs illusions étaient tombées.

La C.G.T. s'était mise au travail par tout le pays pour constituer ses caisses primaires, en face des caisses mutualo-patronales. Une nouvelle déception vient de s'abattre sur elle. Le projet rectificatif déposé par le gouvernement ne laisse plus aux groupes d'assurés spontanés, c'est-à-dire aux caisses ouvrières primaires, le droit de se gérer elles-mêmes. Même dans ces caisses, le patronat aurait une part de gestion.

C'est évidemment sous la pression patronale que Loucheur a projeté de rectifier ainsi la loi sur les assurances sociales. Le patronat entend exercer sur toutes les caisses sa domination. Le gouvernement est forcé de s'incliner; il le fait non sans une certaine joie, car il lui déplaisait de voir la C.G.T. échapper dans ce domaine aux pratiques de la collaboration.

Quel sera le sort de ce projet rectificatif? D'ores et déjà, il témoigne de la volonté impérieuse du patronat d'être le maître en tous lieux et d'adapter lois et institutions à ses intérêts.

Le patronat commande; les forces traditionnelles de réaction politique relèvent le front avec insolence; au premier rang l'Armée. Après la légende de Foch sauveur de la France, nous voyons toute la vaste préparation d'un nouveau boulangisme. On cherche un chef et l'on croit l'avoir sous la main en la personne de Weygand. En attendant, on prépare les cadres d'officiers. Lisez aux Documents la lettre du général Noguès à Painlevé. Ne lui trouvez-vous pas un goût de coup d'Etat?

Cela ne veut pas dire que nous en soyons là, ni que la bourgeoisie ait besoin des militaires pour se défendre. Mais cela prouve incontestablement que les milieux bourgeois sont plus radicalisés que ne le sont les masses ouvrières.

Max Tobler

Un de nos amis suisses, Max Tobler, vient de mourir; j'en apprends la nouvelle au moment de boucler ce carnet. C'était l'un des rares militants formés à l'école de la social-démocratie allemande qui avaient, après 1906, compris que le syndicalisme révolutionnaire français était l'un des héritiers directs de la Ire Internationale. Non sans courage, il l'avait défendu dans le quotidien socialiste de Zurich, le Volksrecht, *dont il était alors le directeur. A différentes reprises il avait collaboré à la* Vie Ouvrière *d'avant-guerre.*

Militant du Parti communiste suisse, la bolchevisation n'avait pas mordu sur lui. Il avait continué à nous regarder comme de bons militants.

Le Parti communiste suisse et le mouvement révolutionnaire international perdent en lui un militant de valeur. Nous perdons un ami de vingt années.

Pierre MONATTE.

UNE SALETÉ DE PLUS

Sans doute les rédacteurs de « L'Humanité » se sont-ils fait taper sur les doigts pour avoir joint leur protestation à celle de la Ligue syndicaliste lorsque notre camarade Lazarevitch fut expulsé de France.

Ils ont tenu, dans leur numéro du 12 avril, à se rattraper de cette... élégance par une nouvelle saleté : ils avaient précédemment imprimé, par deux fois, que Lazarevitch était un « agent de Sarraut », sans, bien entendu, apporter l'ombre d'un commencement de preuve, — ce leur serait impossible, et, en ayant été sommés par lettre recommandée, ils ne l'ont pas fait —; les voilà, maintenant, à propos d'une réunion des Amis de l'U. R. S. S., à Seraing, en Belgique, où Lazarevitch prit la parole, qui écrivent, noir sur blanc, que son expulsion de France fut une « comédie anarcho-policière ».

Lazarevitch aurait été — le croiriez-vous ! — envoyé en Belgique par la police internationale pour démolir la belle et bonne besogne des Amis de l'U. R. S. S. Et, là-bas, il associerait son action à celle d'un réactionnaire avéré, M. Joseph Douillet.

A cette saleté, nous ne ferons qu'une brève réponse.

Lazarevitch est un militant dont la sincérité est au-dessus de tout soupçon. De lui, nous répondons comme de nous-mêmes.

Mais en quels temps vivons-nous donc ? Des individus peuvent, tout à leur aise, salir leurs adversaires de tendance, les traiter de mouchards, — et se borner à l'affirmation, sans arguments et sans preuves. Les lecteurs de « L'Humanité » supportent ça !

Pouah !

La nouvelle édition de " L'Histoire de la Commune " (1)

LISSAGARAY

A LUCIEN DESCAVES

Gérault-Richard, qui avait débuté à la « Bataille », a fait de Lissagaray un bon croquis : « Nerveux et trapu, marcheur infatigable, chercheur de querelles et curieux de dangers, doué d'une mémoire qui lui permettait, à soixante ans, quoiqu'il n'eût jamais remis le nez dans ses classiques, de réciter des chants entiers (2) de l' « Iliade », alerte comme un gamin, d'une verve endiablée, avec ses yeux brillants de jeunesse sous une chevelure toute blanche, ce Basque aurait pu prétendre à la gloire. Il était doué pour les plus grands rôles. Un caractère intraitable gâta ses admirables qualités et le condamna à l'isolement et à l'inaction. Telles ces lames du plus pur acier qu'une paille fait se briser au premier choc. Il devait être un des ouvriers de la Révolution, il n'en fut que le mousquetaire. »

Qualités et défauts, côtés forts et côtés faibles, Lissagaray appartient à l'histoire. Herzen a dit de Bakounine qu'il avait au fond de son être « le germe d'une activité colossale pour laquelle il n'y a pas eu d'emploi. » Le mot s'applique à Lissagaray presque aussi bien qu'au géant russe. Il n'a pas donné, lui non plus, tout ce qu'on pouvait attendre de lui. Ceux qui l'ont approché sont unanimes à le dire : il y avait en Lissagaray autre chose qu'un journaliste, voire qu'un historien. Le journal, la brochure, le livre, ont été pour lui des pis aller. Il était fait pour marquer dans l'histoire la trace de ses pas ; il avait l'étoffe d'un chef, un rare discernement politique, le goût âpre de l'action, de la vigueur dans la décision, de la constance dans la défaite, et puis cette éloquence nerveuse qui galvanise les masses.

Son malheur fut d'avoir dû recommencer sa vie — après la grande brisure de l'exil — à un âge où les habitudes sont prises, où l'aptitude au renouvellement se trouve quelque peu tarie. Cipriani observe avec raison qu'il n'était pas de son temps, — c'est-à-dire du temps où Cipriani, libéré en 1893 des bagnes italiens, a pu le connaître. D'avoir fait ses premières armes contre l'Empire, il lui était resté une mentalité d'insurgé. Quand il revint d'exil à quarante-deux ans, les circonstances s'étaient profondément modifiées. Un mouvement ouvrier était né qui, parti des syndicats, se développait en mouvement politique. Lissagaray, averti par Marx, en reconnut toute l'importance. Ce qu'il ne comprit pas aussi bien, faute d'avoir dépouillé en lui le vieil homme, c'est que les méthodes d'action qui s'étaient imposées sous l'Empire, perdaient de leur nécessité sous un régime de liberté républicaine et de domination bourgeoise. L'ennemi à déloger n'était plus un homme, plus même une clique, mais une classe, — et quelle classe ! cette classe capitaliste, née de la grande industrie, qui n'a pas besoin de gouverner pour régner, parce que la propriété des moyens de production lui assure un pouvoir de fait qui prime tous les pouvoirs de droit.

Il ne vit pas assez pratiquement que l'action de masse, la lutte de classe des prolétaires avait pour condition absolue la création de fortes organisations disciplinées, et que ces petits partis socialistes dont avec un certain agacement il déplorait le sectarisme querelleur et l'agitation souvent brouillonne, n'étaient pourtant ni des « écoles » ni des « chapelles ». Elles étaient des formations historiques nécessaires, reflétant des couches différentes d'un prolétariat mal unifié encore ; elles étaient les cellules génératrices de cette grande union socialiste qu'il appelait du fond du cœur. Il l'appelait, il la voulait, il la prêchait aux masses, mais comment ? par-dessus la tête des chefs ! — Conception utopique doublée d'une fausse manœuvre, qui ne pouvait rien rendre et qui ne rendit rien. Car les « masses » sont liées aux « chefs », comme les chefs le sont aux masses, par toute une mystique de confiance mutuelle ; et qui tente de briser le lien est voué à l'échec certain.

Lissagaray l'apprit à ses dépens. Ayant rêvé, quinze ans trop tôt, de former en France le grand parti unique du socialisme, il ne fut suivi par personne. Il avait cru que « l'échec de l'union des chapelles », en déblayant le terrain, laisserait le champ libre à une « vaste union révolutionnaire ». Finalement il eut contre lui toutes les « chapelles ». Guesdistes, possibilistes, anarchistes, l'accusèrent d'une seule voix d'aspirer à la dictature et, ce qui était vrai, de ne parler qu'en son nom. Les « masses » ne répondirent pas à l'appel et finalement la « Bataille » disparut. Il n'était déjà plus alors au pouvoir d'un homme — fût-il un véritable chef — de réaliser à lui seul l'unité socialiste. L'unité — et c'était évidemment tant mieux — ne pouvait être l'œuvre que des masses elles-mêmes, ou plus exactement de ces petits partis ouvriers aux allures de sectes, sur le compte desquels Lissagaray se trompait et dont il n'a pas su discerner, sous l'agitation de surface, l'action en profondeur (3).

(1) Ce que nous reproduisons ici constitue les chapitres II et III de la préface qu'Amédée Dunois a écrite pour la nouvelle édition de l'*Histoire de la Commune* (N.D.L.R.).

(2) Des chants entiers, c'est beaucoup dire. Le brave Gérault, qui n'était pas de première force sur ces choses, a dû prendre pour des chants entiers quelques douzaines d'hexamètres.

(3) Il lui arriva cependant d'écrire une fois (7 janvier 1885) : « Les divisions du parti révolutionnaire socialiste, loin d'accuser son impuissance, attestent au contraire qu'il a pénétré sous différentes formes dans toutes les couches de travailleurs. Jamais les socialistes ne furent plus divisés en sectes et en

En matière de révolution, dès 1885, les temps de l'individualisme étaient passés, ceux de l'organisation et de la discipline étaient venus. L'erreur de Lissagaray fut de penser qu'on pouvait promouvoir la révolution socialiste selon les méthodes traditionnelles de la révolution démocratique. Journaliste, orateur, il a cru avant tout à la force active des idées. Les idées n'ont de force qu'incarnées dans des églises, des sectes, des armées, — des partis ! Elles ne triomphent que par l'organisation et la règle. La révolution socialiste a, sans nul doute, besoin de chefs, et qui commandent ; mais ses chefs sont élus, contrôlés, soumis à une exacte discipline. Les chefs qui se désignent eux-mêmes, et qui d'ailleurs, ne trouvent plus de soldats, la révolution socialiste n'en a que faire et les rejette, s'appelassent-ils Lissagaray.

L'individualisme, Lissagaray le poussait si loin que « pour tout l'or du monde, selon Cipriani, il n'aurait jamais écrit un article pour un journal qui ne fût pas à lui. Il aurait préféré être le premier dans une petite feuille de province que le deuxième dans le plus grand journal du monde ». Il était fier, cassant, autoritaire et batailleur. Il n'avait, à la fin de sa vie surtout, que de rares intimes et frayait avec peu de gens. Un homme si mal accommodant ne pouvait se plier à une discipline. Il avait pour devise : « Frangar, non flectar » (1).

Et voilà bien pourquoi la mort, quand la mort est venue, l'a pris tout entier, pourquoi l'oubli s'est fait sur ce nom un moment populaire. Tandis qu'un Guesde, un Jaurès, un Vaillant et tant d'autres continueront à vivre aussi longtemps que le parti qu'ils ont servi vivra ! — Et c'est le cas de redire, avec l'Ecclésiaste : « Malheur à celui qui est seul ! »

***

Ne faut-il voir en lui qu'un républicain d'autrefois égaré dans le socialisme ? En aucune façon. Quand, en juillet 1880, après neuf ans d'exil, Lissagaray retrouve la France, il y a beau temps qu'il a tourné le dos au programme de Belleville. La marche des événements et le contact de Marx — auquel il gardera, au dire de Gérault, une inaltérable amitié — ont fait du radical avancé qu'il était avant la Commune, un socialiste révolutionnaire, mais d'une note et d'une nuance très personnelles, où se réfléchissent ses origines et son passé. Cette note, cette nuance, il faut tâcher de les définir.

C'est un tableau des plus bigarrés qu'offre le socialisme français, en cette année 1880. Les travailleurs n'ont pas attendu le retour des proscrits pour former un parti à eux. Ce « nouveau parti », dont Benoît Malon, avec son sérieux ordinaire, va tenter d'éclaircir la doctrine en une brochure qui se laisse encore lire, est sorti l'année précédente (octobre 1879) du congrès de Marseille et, par tout le pays découpé en fédérations régionales, il s'organise fiévreusement.

Toutes les tendances, qui bientôt s'entre-déchireront, s'y trouvent encore réunies : guesdistes de l' « Egalité », possibilistes du « Prolétaire », anarchistes de la « Révolution sociale ». On se chicane dans les groupes, mais on fait bloc, au dehors, contre l'ennemi commun.

En présence de ce bloc « essentiellement prolétarien dans ses principes et dans ses buts », que vont faire les revenants de la Commune ? Beaucoup se joindront à lui : ce sont pour la plupart des ouvriers. Mais un grand nombre aussi préféreront former une organisation à part, et ce sera l' « Alliance socialiste républicaine », faisant appel, au nom d'une doctrine incertaine, « à tous les hommes de bonne volonté ». — Quant aux blanquistes, avant comme après la mort du Vieux, ils se tiendront à l'écart de tous les autres groupes, forgeant sans bruit une arme de conspiration et de combat bien à eux : le Comité révolutionnaire central.

Entre Alliance et Parti Ouvrier, entre les vieux qui se réclament de la Commune, des services rendus, et les jeunes qui ne croient qu'à la lutte de classe et proclament la déchéance de la bourgeoisie, l'entente n'était guère possible. La guerre fut bientôt déclarée. Le sort de l'Alliance socialiste, qui retardait d'au moins dix ans, était réglé d'avance : elle ne tarda pas à se disloquer, laissant le Parti Ouvrier maître du champ de bataille. Mais à ce moment même, les discussions qui rongeaient le « nouveau parti » éclatèrent au grand jour, et l'ère des scissions commença : scission des syndicaux « barberettistes », scission des anarchistes ennemis du bulletin de vote. A la fin de 1880, il ne restait plus dans le Parti Ouvrier que les seuls « collectivistes », eux-mêmes divisés en deux clans : les révolutionnaires, avec Guesde, Lafargue, Deville, les « possibilistes », avec Brousse, Joffrin, Chabert. Et de nouveau la scission fit son œuvre : à partir de 1882, il y aura deux partis ouvriers, acharnés à s'entre-détruire.

Que Lissagaray, au spectacle de ces rivalités déplaisantes, ait été renforcé dans ses idées d'indépendance, on incline à l'en excuser. Ce qu'on a peine à comprendre, c'est qu'il n'ait pas rejoint les blanquistes — Eudes, Granger, Vaillant, — avec lesquels, en somme, il se trouvait avoir le plus d'affinités vraies : comme eux fils de la tradition révolutionnaire qui remonte à Babeuf et, par certains côtés, à Hébert, comme eux sans Dieu ni maître, comme eux fervent du coup de force, comme eux enfin, la tête et le cœur pleins des souvenirs de la Commune. Ce qui l'en détourna, ce dut être, je pense, son peu de propension pour l'organisation fermée, la discipline rigide, l'action méthodique et réglée où tout se décide à la majorité des voix.

Son goût violent de la liberté, son mépris affiché des méthodes parlementaires l'auraient rapproché des anarchistes. De fait, il aimait, admirait Reclus et Kropotkine, appuyait les descentes dans la rue des sans-travail, mêlés aux « compagnons », faisait d'un anarchiste comme Crié son secrétaire de rédaction. Mais il repoussait l'ensemble des doctrines anarchistes, affirmait avec force la nécessité historique de l'autorité, préconisait le bulletin de vote, et maintes fois fit acte de candidat.

Lissagaray représente, parmi les socialistes de son temps, la fusion du socialisme moderne et de la vieille tradition démocratique et républicaine. Il voit dans le socialisme le prolongement de la Grande Révolu-

écoles que la veille de 1848; jamais ils ne formèrent cependant une phalange plus redoutable aux aristocrates. Regardez donc, hommes de peu de foi, et de ce cratère où s'agitent tant d'éléments divers, vous ne verrez sortir qu'une même lave. »

(1) On me brisera, on ne me fera pas plier.

tion. Il écrit, en un bref apophtegme : « Notre programme : continuer la Révolution française, affranchir le travailleur. » (14 septembre 1885). Et ce sera, quinze ans plus tard, le point de vue que défendra Jaurès quand il écrira — par exemple — que « jusque dans le droit révolutionnaire bourgeois, dans la Déclaration des droits de l'homme, il y a une racine de communisme. » (1) Avec les hommes de 93, avec les encyclopédistes, avec les humanistes de la Renaissance, Lissagaray poursuit l'avènement de la liberté, l'émancipation de la personne humaine. La fin suprême du socialisme, c'est de faire des hommes libres. Où l'individualisme a échoué, asservi qu'il était à l'intérêt bourgeois, le socialisme réussira parce que, voulant la fin, il veut aussi le moyen : l'expropriation capitaliste. A Clemenceau condamnant le programme socialiste au nom de la liberté individuelle, Lissagaray répond par cette profession de foi :

« Nous voulons, sachez-le, la liberté individuelle fondée sur la triple base :

« du développement intégral de l'individu;

« de la désindividualisation de l'outillage, que nous considérons comme national;

« et de la libre jouissance des produits du travail pour ceux qui les créent.

« Le socialisme n'est pas seulement conciliable avec la liberté individuelle, il en est la condition unique, parce que, seul, il peut assurer à chacun et à tous leur maximum de jouissance. »

Ainsi, loin de dresser le socialisme en bataille contre la démocratie, Lissagaray s'efforce au contraire d'infléchir vers le socialisme rédempteur tout ce que la démocratie peut contenir encore de forces vives. Sa critique du radicalisme consiste généralement à lui opposer ses propres principes, à montrer que, poussée à ses conséquences dernières, la doctrine radicale aboutirait naturellement à l'appropriation collective des instruments de travail, à la « désindividualisation de l'outillage », bref à la République sociale. Mais il se sépare des radicaux quand, avec le parti ouvrier, il fait du prolétariat révolutionnaire le réalisateur de la démocratie. D'ailleurs, à cet égard encore, des plus enclins à l'éclectisme : il ne désespère nullement, en effet, de voir s'opérer à nouveau dans l'avenir la conjonction de la petite bourgeoisie avancée et du prolétariat. La Commune n'a-t-elle pas été à la fois l'œuvre des petits bourgeois jacobins et des travailleurs socialistes ? Delescluze et Varlin ne sont-ils pas morts pour la même cause ?... « La révolution du 18 mars était aussi un rappel au devoir adressé à la petite bourgeoisie. Elle disait : Réveille-toi, reprends ton rôle initiateur; saisis le pouvoir avec l'ouvrier et remettez tous les deux la France sur ses rails. » Ces lignes sont de 1876. Celles qui suivent, postérieures de vingt ans, marquent bien la continuité de la pensée : « Après avoir tâté d'une masse de docteurs, l'ouvrier des villes et des champs a fini par témoigner d'une idée, d'une volonté propre, — se soigner lui-même; après de longues hésitations, la petite bourgeoisie refoulée dans le prolétariat par les puissances financières, a fini par comprendre l'identité des intérêts. La soudure est presque faite entre ces deux classes qui constituent — parce qu'elles seules produisent — le véritable peuple français. »

Tel est ce socialisme profondément démocratique, et par là même, si je puis dire, spécifiquement français. Il emprunte à la grande tradition de démocratie quelques-uns de ses traits distinctifs : son antimilitarisme foncier, son esprit laïque et libre penseur, un anticléricalisme qui plonge ses racines très loin dans le passé national, cette idée enfin que l'émancipation politique par la démocratie et l'émancipation des cerveaux par la raison et par la science sont les deux aspect d'un même processus historique. Et, en ceci encore, Lissagaray devance Jaurès, mais il se distingue de lui par la fougue de son sentiment révolutionnaire — ou plus exactement insurrectionnel. Le suffrage universel, excellent moyen pour rallier les masses, Lissagaray, sans doute, y consent ; le fusil n'en reste pas moins, à ses yeux, le vrai libérateur. C'est le fusil, c'est la force, « qui aura le dernier mot. » (2) Etrange ironie des circonstances ! Lissagaray, qui risqua vingt fois sa vie, est mort de maladie, dans sa chambre à coucher; Jaurès, dont l'évolutionnisme généreux se refusait à croire à la fatalité de la violence, a péri sous le revolver d'un assassin!

J'ai tâché de restituer au socialisme de Lissagaray sa véritable figure. Je ne voudrais pas qu'on pût croire, pourtant, que le mouvement ouvrier moderne fut étranger aux préoccupations de son esprit. J'extrais de la « Bataille » quelques lignes qui nous le montrent suivant avec un intérêt minutieux les premières démarches de ce qui deviendra plus tard le syndicalisme révolutionnaire.

La chambre syndicale des menuisiers venait de publier la « Varlope », et Lissagaray d'écrire à ce sujet : « On ne connaissait, jusqu'à présent, en fait d'organes corporatifs, que cinq ou six publications, toutes opportunistes et quelques-unes quasi réactionnaires. L'organe de la chambre syndicale des menuisiers est le seul franchement révolutionnaire, tout en restant technique, qui se soit fondé depuis de nombreuses années... Nous souhaitons que l'exemple de la « Varlope » soit imité; nous souhaitons ardemment que toutes les industries, tous les corps de métier soient représentés par des organes ouvriers que dirigeront des ouvriers traitant les questions techniques en même temps que celles d'intérêt général. Nous appelons de tous nos vœux la décentralisation de la presse socialiste opérée par les organes corporatifs. »

Lissagaray constate ensuite que, des trois ou quatre journaux socialistes de l'époque, un seul peut-être — le sien — est franchement révolutionnaire et vit de ses lecteurs, « non du caprice de commanditaires romantiques » (3). Seulement « ces journaux sont nuls au point de vue des revendications de métiers

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 140.

(2) « Le parti révolutionnaire socialiste, dit-il à Clemenceau (*Bataille*, 23 juillet 1885), n'est point un parti de casse-cou dont toute la tactique consiste à dépaver les rues... Vous savez bien que s'il professe que la force est la seule accoucheuse des idées, il ne confond pas la force avec le délire. Le coup d'épaule est pour lui l'acte final; il ne veut pas le donner à faux. »

(3) Allusion évidente au professeur Guebhard, qui subventionnait le *Cri du Peuple.*

par lesquelles on fait sûrement la conquête des masses. »

Après quoi, Lissagaray continue :

« Si les travailleurs veulent entreprendre cette œuvre, ils auront plus fait eux-mêmes pour leur affranchissement que nous ne ferions en cinquante années par nos études générales et souvent ignorantes. Ils démontreront ainsi leur supériorité sur leurs porte-voix actuels et surtout sur leurs patrons. Le jour où les mécaniciens, les charpentiers, les maçons, les mineurs, les serruriers, les tisseurs, les voituriers, les employés du fer, etc., etc., auront leurs organes corporatifs rédigés par des mécaniciens, des charpentiers, des mineurs, etc., etc., le parti ouvrier révolutionnaire sera réellement fondé.

« Qu'ils ne s'inquiètent pas des obstacles. La création d'une feuille hebdomadaire ne coûte presque rien, et les intéressés sauront fournir la rédaction. Les ouvriers d'autrefois croyaient qu'ils devaient écrire comme les journalistes bourgeois, c'est-à-dire prétentieusement; ils en sont revenus; appelant aujourd'hui les choses par leur nom, ils les appellent bien.

« Les menuisiers de la « Varlope » viennent de le prouver. Ils ont une langue claire et vigoureuse, une langue prolétarienne; c'est la bonne. Qu'on les suive. Ils sont les vrais journalistes révolutionnaires de l'avenir. (1)

J'aurai probablement tout dit quand j'aurai fait honneur à Lissagaray d'une de ses initiatives où se révèle le mieux l'originalité de son action. D'être venu au socialisme par les chemins de la démocratie, comme d'autres y viennent par la réflexion doctrinale, il avait gardé un sens plus précis et plus vif de la valeur propre des idées, de l'art, de la beauté, de la curiosité scientifique, bref des choses de l'esprit et des choses du cœur. Son idéal était l'homme complet. Je crois qu'il fut le premier à faire aux lettres et aux arts une place dans le champ des préoccupations socialistes.

N'importe-t-il pas au succès de la Révolution que la bourgeoisie soit délogée de toutes les positions qu'elle occupe ? Elle ne domine pas que l'économie, elle ne contrôle pas que la politique. Sa volonté de puissance s'étend encore aux domaines spirituels où la classe ouvrière, dans sa timidité, n'a pas tendance à pénétrer. Lissagaray comprit la nécessité, sinon d'un art socialiste, du moins d'un art social — et donc doublement humain, d'un art ouvert à l'idéologie des temps nouveaux, accessible au peuple au lieu de lui être fermé. Il contribua ainsi à élargir l'horizon des revendications et des batailles de classe. J'ai noté, dans la première « Bataille » un article de lui sur le théâtre populaire. A la seconde « Bataille », il se fit un entourage de jeunes écrivains, leur apprenant « à ne pas se restreindre aux formules esthétiques » (2), à secouer le joug des préjugés de l'art pour l'art. Camille de Sainte-Croix fut invité à rédiger chaque semaine une « Bataille artistique et littéraire », qu'il continua plus tard à la « Petite République ». Ainsi fut créé, grâce à Lissagaray, un petit foyer d'intellectualité rayonnante, en même temps qu'un centre actif de résistance aux manœuvres du boulangisme qui, ayant de l'or plein ses caisses, cherchait à s'attacher les gens de lettres : « Il était partout, dans les cénacles d'art, dans les administrations de journaux et de revues. De jeunes esprits mal avertis, séduits par des promesses de places, de candidatures, de gratifications, en étaient à se demander si la route à suivre n'était pas celle-là. » La « Bataille » qui barra si rudement aux bandes boulangistes le chemin des faubourgs, réussit, en outre à préserver de jeunes intellectuels des atteintes de la réaction. Utile exemple, qui, aujourd'hui encore, pourrait être, par nous, médité et repris.

(1) *Bataille*, 2 mars 1895. Peu après la *Varlope* parut le *Tire-pied*.

(2) Camille de Sainte-Croix, *Petite République*, 29 janvier 1901.

⁂

Dans la « Bataille » du 10 août 1885, Lissagaray a consacré un article à Auguste Blanqui, dont on allait, au Père-Lachaise, inaugurer le monument. Il semble qu'en évoquant la mémoire d'un homme qui le dépasse à maint égard, l'auteur ait fait un retour sur lui-même, tant son jugement sur Blanqui s'applique dans l'ensemble à sa propre personnalité.

Détachons-en quelques lignes : « Ce qui rend impérissable sa mémoire, c'est qu'il est un des très rares Français de ce siècle qui ont compris, continué l'œuvre émancipatrice de la Révolution française. Du jour de sa première barricade, en 1827, jusqu'à sa dernière heure, il n'y a pas une lacune dans sa vie, pas une paille dans son œuvre.

« Quand, du volcan de Février, le vrai prolétaire sortit, non pas l'être sensible qu'avaient inventé les idéologues révolutionnaires, mais l'être de besoin et de logique que la misère a fait, on vit, épouvantés par cette bête énorme qui menaçait de les dévorer, eux et leurs romances, les anciens persécutés de la bourgeoisie charger avec elle ce monstre, qui n'était pas leur Révolution classique. Un seul homme resta avec le monstre, Blanqui. Là où les essoufflés de la bourgeoisie révolutionnaire voyaient la fin du monde, il comprit, lui, que la Révolution commençait.

« Vingt ans, trente ans s'écoulent et trouvent toujours cet homme au niveau de l'instinct populaire. Etudier, comprendre les mouvements des masses, surtout ne les désavouer jamais, pas plus qu'on ne peut désavouer les forces de la nature, telle fut son application constante. Aussi quand il mourut, Blanqui était aussi ardent à la lutte qu'au matin de sa vie, parce qu'il voyait de jour en jour plus loin dans le champ de bataille. »

Lissagaray, aussi, était un fils de la Révolution française ; le peuple obscur des sans-culottes, la foule sans nom du 14 juillet, du 10 août vivait en son cœur d'insurgé... Lui aussi — après mai 71 — fut des rares républicains qui restèrent avec le « monstre » mitraillé, sanglant et chargé d'opprobre... Lui aussi sut continuellement se tenir « au niveau de l'instinct populaire »... Lui aussi, à mesure qu'il avançait dans la vie, « voyait de jour en jour plus loin dans le champ de bataille »... Le cas n'est pas tellement vulgaire d'un combattant de cette trempe pour qu'on laisse son nom se perdre dans l'oubli. Lissagaray, comme Blanqui, a servi la Révolution au lieu de s'en servir. Il est mort dans les plis de son drapeau, méritant qu'on dise un jour de lui, comme de Blanqui : Il a vécu « sans peur, sans reproche et sans illusion. »

« Sans illusion » : que d'amertume cachée, de mélancolique lassitude, au fond de ces deux mots qui sont de lui !

Lissagaray restera l'historien classique, le Michelet de la Commune. D'autres sont venus après lui, qui ont repris le sujet, repétri la matière : Georges Bourgin, Edmond Lepelletier, C. Talès... N'oublions pas non plus Maxime Vuillaume, mémorialiste et chroniqueur de premier ordre, étonnant glaneur de petits faits, ni Lucien Descaves qui applique au roman les procédés de l'histoire (son « Philémon » est, dans ce genre, un authentique chef-d'œuvre, où bat le cœur de la Révolution du 18 mars). M. Laronze nous donnait hier une étude minutieuse des services de justice et de police sous la Commune, et G. Bourgin achèvera bientôt, espérons-le, de mettre au jour le texte complet des procès-verbaux d'Amouroux.

D'autres sont venus... Aucun ne passe Lissagaray en vérité, ne l'atteint en vigueur, en éclat, en intensité pathétique; aucun n'a ressuscité comme lui, dans sa misère et dans sa gloire, la sanglante et sublime Aventure.

C'est forcer la mesure que de l'appeler, comme l'enthousiaste Cipriani, « le Tacite de la Commune ». Le Tacite de la Commune, ce serait plutôt Karl Marx dont la « Guerre civile en France », écrite au lendemain des événements, est l'œuvre d'un philosophe de l'histoire qui serait en même temps pamphlétaire. Mais il y a dans Lissagaray des traits appuyés et âpres qui sont dignes, en effet, de Tacite.

Cette « Histoire » a été la grande pensée de son âge mûr. Elle l'a occupé vingt-cinq ans. Il n'a cessé, depuis les « Huit journées de mai », de la retravailler, colligeant de toutes mains les documents nouveaux, vérifiant les anciens, confrontant entre eux les témoignages. Il n'y a pas d'autre méthode. Les historiens professionnels qui se défient du sentiment et craignent la passion comme le feu, peuvent chicaner sur le ton adopté par le narrateur, qui rappelle parfois d'Aubigné, parfois aussi Juvénal. Mais le ton ne fait pas la chanson, et l'objectivité — qui n'est que le devoir de bien lire les faits et de mettre toute chose en sa place — n'a rien à voir avec cette indifférence de glace que recommandent Taine et Fustel, et que le premier a si mal pratiquée.

Entre un Maxime Du Camp, juché sur la tour — la tour pointue, si j'ose dire ! — d'une documentation policière formidable, et un Lissagaray, qui lui aussi a pris parti et qui le dit et qui le crie, l'historien, c'est Lissagaray. L'autre, l'académicien, n'est qu'un calomniateur systématique, bête et méchant. L'impartialité parfaite, dont Fustel disait joliment qu'elle est la chasteté de l'histoire, — peut-être y atteindra-t-il, celui-là qui prend « pour sujet les révolutions de Florence ou d'Athènes » (1). Mais à qui entreprend d'écrire les révolutions d'hier, toutes palpitantes encore de passion et de vie, ne demandez pas d'être impartial. Au reste, « l'impartialité parfaite » n'est pas plus indispensable à l'histoire — qu'il ne faut pas confondre avec la pure érudition — que la chasteté elle-même... On ne demande à l'histoire que d'être juste et vraie, et la meilleure histoire du Deux-Décembre sera toujours les « Châtiments ».

(1) Taine.

L' « Histoire de la Commune » est-elle vraie? Tout est là. Qu'elle renferme quelques erreurs de détail, c'est possible. J'en ai, pour ma part, relevé plusieurs. Ce qui importe, c'est que ces erreurs ne portent pas préjudice à la vérité de l'ensemble. Dans vingt ans, quand quelque érudit chartiste, armé de besicles et de patience, aura procédé à un émondage en règle, on peut être certain que l'œuvre de Lissagaray, nullement modifiée dans ses lignes, subsistera. En peut-on dire autant des « Origines » de Taine, — un grand livre pourtant et d'un puissant cerveau ?

L' « Histoire de la Commune » est vraie, de la seule vérité qui compte : la vérité de l'ensemble. Sans doute n'a-t-elle pas tout dit. Il reste à éclairer certains dessous obscurs, à explorer certains recoins, à désembroussailler certaines figures... Ce sera l'œuvre de l'avenir, quand les archives auront livré tous leurs secrets. Lissagaray n'a pas tout dit, parce que, du camp qui fut le sien, il a beaucoup deviné, mais il n'a pas tout su. Il a ignoré, par exemple, que Thiers et Bismarck, grands amis de l'ordre tous deux, étaient d'accord pour écraser la révolution parisienne, que le second n'a cessé d'exiger du premier une répression rapide, qu'il y a concouru de son mieux en hâtant le retour des prisonniers d'Allemagne, qu'elle était, cette répression, une de ses conditions de paix. Nous savons cela aujourd'hui. La révélation est récente et elle est d'importance. Mais change-t-elle quelque chose à la vérité déjà connue ? Je n'en crois rien.

La preuve qu'on peut être historien sans cesser d'être partisan, c'est que Lissagaray a été l'un et l'autre. Sa méthode est d'ailleurs la pure méthode de l'histoire : il rassemble les faits, les classe, les hiérarchise ; il en cherche les causes, les antécédents, les conséquences, pèse le tout et, pour finir, conclut. Que vaut la conclusion ? Ce qui est incontestable, c'est que nul ne l'a démolie, tant les considérants et le dispositif en sont solides (2). Nous sommes loin, au surplus, d'une apologie systématique. Au contraire, tout au long du livre, l'auteur s'appesantit sur les fautes de la Commune, qui furent des plus lourdes et accélérèrent la débâcle finale. — Fautes militaires : comme de n'avoir pas occupé le mont Valérien, d'avoir hésité tant de jours à marcher sur Versailles, de n'avoir pas à temps couvert Paris d'un réseau de barricades. Fautes gouvernementales : comme d'avoir toléré les empiètements du Comité Central, l'incapacité et la mollesse du commandement, le désordre dans l'administration, et surtout — faute des fautes ! — d'avoir, par un scrupule de légalité, étrange chez des révolutionnaires, respecté la Banque de France dont les millions pouvaient tout sauver : « Elle (la Commune) abolit le budget des cultes... et resta en extase devant la caisse de la haute bourgeoisie qu'elle avait sous la main. »

Pour les hommes pris individuellement, du moins pour certains hommes, Lissagaray n'était pas moins sévère, et telles réputations descendent de la sellette quelque peu détériorées : celle de Félix Pyat aura

(2) « Ai-je voilé les actes, caché les fautes du vaincu? Ai-je falsifié les actes du vainqueur? Que le contradicteur se lève, mais avec les preuves. » Trente ans après ce défi, aucun contradicteur ne s'est encore levé.

peine à s'en relever. Romantisme révolutionnaire chez les uns, singerie du jacobinisme chez les autres, incontinence oratoire chez beaucoup, manie de légiférer; « d'être un petit parlement bavard, brisant le lendemain, au caprice de sa fantaisie, ce qu'il a fait la veille » tous ces travers, toutes ces défaillances sont dénoncés par un citoyen décidé à ne pas se payer de légendes et qui écrit non pour qu'on admire, mais « pour qu'on sache ». La sympathie de Lissagaray pour Delescluze, ce grand vieillard qu'il vénère, ne l'empêche pas d'incriminer durement l'ordre du jour fameux (« Assez de militarisme !... Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! »), où le ministre de la guerre de la Commune, répudiant toute organisation, toute discipline, introduisait, au moment décisif, l'anarchie dans les rangs des fédérés.

Lui qui ne redoute pas la dictature, qui l'appelle au contraire comme la nécessité de l'heure — et qui se fût senti capable, au fond, de l'exercer, il est impitoyable envers le Comité de Salut public, « parodie du passé, épouvantail à nigauds », pauvre simulacre de dictature, sans force et sans autorité ! Est-ce à dire qu'il partage contre ce pâle Comité les antipathies de principe de la minorité socialiste de la Commune ? Ce qu'il lui reproche surtout, c'est de n'avoir été qu'un nom, un reflet, une ombre, c'est de n'avoir rien fait pour justifier son existence et prolonger les jours de la Commune. Entre la minorité et la majorité, il a quelque peine à choisir. Des torts, il y en eut des deux parts, et des insuffisances, et des erreurs. La minorité, il est vrai, comptait davantage d'hommes de vraie valeur, mais terriblement « ergoteurs », drapés dans leurs principes comme dans un drapeau, inaptes à concevoir que « la Commune était une barricade » et que la guerre civile exige avant tout qu'on se batte. Pas plus que la majorité « révolutionnaire », la minorité « socialiste » ne fut vraiment à la hauteur de la situation terrible. Encore convient-il d'être indulgent à ces hommes auxquels ce qui a le plus manqué, c'est le temps. Lissagaray se garde bien de ne les juger que sur leurs petitesses : en regard, il met les grandeurs. La discorde qui soufflait, dit-il, « cessa cependant — que le peuple le sache en même temps que leurs fautes — quand ils songèrent au peuple, quand leur âme s'éleva au-dessus des misérables querelles de personnes... Tous les décrets socialistes passèrent à l'unanimité ; — car, bien qu'ils aient voulu se différencier, ils furent tous des socialistes... Et nul, même au plus fort du péril, n'osa parler de capitulation. »

Ni majoritaire ni minoritaire, avec qui donc Lissagaray est-il ? Avec le peuple.

Ici encore, il a raison. C'est le peuple, et lui seul, qui a fait la Commune. Soulèvement spontané de la masse anonyme, « réponse instinctive d'un peuple souffleté », le 18 mars n'a rien à voir avec les Comités qui pullulaient dans la capitale et dont aucun, pas même le Comité Central, n'a ni prévu, ni préparé, ni dirigé les événements. Le mérite des Comités, qui n'est pas mince, ce fut d'emboîter le pas au mouvement parti d'en bas, de lui prêter une voix, des idées, de rester solidaires des fauteurs inconnus. Le Comité Central, avant la Commune et mieux qu'elle, sut faire surgir, « derrière ce conflit pour les libertés municipales, la question du prolétariat. » Mais c'est le peuple qui, de lui-même et sans obéir à personne, a tout fait. C'est lui qui, durant des semaines, versait son sang aux avant-postes et dans les forts ; lui qui, sans mot d'ordre d'en haut, sans chefs, abandonné à son instinct de classe, défendait ses faubourgs rue par rue, maison par maison ; lui qui, collé au mur, tombait sans proférer un cri sous le feu de peloton des lignards en furie.

Voilà ce que Lissagaray a su voir et su dire, avec une incomparable force. Son héros de prédilection, ce n'est pas Delescluze, ce n'est pas même Varlin ; ce sont ces milliers d'humbles gens, dressant contre la ruée versaillaise la muraille de leurs poitrines. Des grands hommes, c'est vrai, la Commune n'en a pas eu ; des chefs, à peine en avait-elle. Mais « c'est précisément la puissance de cette révolution d'avoir été faite par la moyenne et non par quelques cerveaux privilégiés. » — Sa puissance peut-être, sa faiblesse aussi...

L' « Histoire de la Commune » est un hymne à la gloire des ouvriers parisiens en même temps qu'à la gloire de Paris. La France est une religion, disait Michelet. La religion de Lissagaray — la seule —, c'est Paris. Pour glorifier la Cité révolutionnaire, « qui avait fait trois Républiques et bousculé tant de Dieux », il trouve par occurrence des accents dignes d'Hugo. Ouvrez ce livre au chapitre XXV, lisez-en les premières lignes. Ce chant d'amour ne vous rappelle-t-il pas tels vers du grand poète :

« O Ville, tu feras agenouiller l'histoire... »

« On tuerait l'univers si l'on tuait la Ville... »

C'est que, l'esprit hanté des souvenirs de la Révolution française, Lissagaray a toujours cru — comme Marx avant 48 — que la révolution universelle éclaterait au chant du coq gaulois. Mais le coq gaulois, coq citadin, ne chantait vraiment qu'à Paris; ce n'était certes pas des campagnes, courbées sous le hobereau et le prêtre, que pouvait jaillir l'étincelle incendiaire, ce ne pouvait être que de Paris. — Et tout cela était encore vrai, peut-être, au temps de Lissagaray. Cela ne l'est plus aujourd'hui. La révolution russe de 1917 a montré, entre autres grandes choses, que Paris n'est plus, dans le monde transformé par le capitalisme, l'unique foyer propagateur du feu sacré. Pour la révolution comme pour la culture, les peuples se passent de main en main la torche et le flambeau.

AMÉDÉE DUNOIS.

Le jeudi 2 mai, à 17 heures

à la Bourse du Travail (Salle Eugène Varlin),

3, rue du Château-d'Eau, Paris

la Section de la Seine du Syndicat national des Instituteurs et Institutrices

organise une réunion sur

L'HISTOIRE DU PREMIER MAI

par PIERRE MONATTE

Les lecteurs de la R. P. sont cordialement invités à cette réunion.

A travers les Livres

Jean Guéhenno. — CALIBAN PARLE (Grasset éditeur).

Caliban — gosier populaire — parle. Il a la voix goguenarde, rude et pourtant calme et précise. La voix de quelqu'un aux épaules larges. Et qui n'a pas besoin de s'égosiller pour se faire entendre.

« *Je suis l'artisan et la dupe des révolutions... J'assure la victoire des autres, mais ne suis moi-même jamais victorieux. La révolution faite, je me retrouve toujours à la porte du palais, comme un domestique chassé. Le protocole le veut ainsi : on ne me trouve pas assez distingué. C'est depuis longtemps la même comédie.* »

Ces mésaventures n'ont point d'ailleurs fait perdre courage à Caliban :

« *Nous devons à notre misère même d'être toujours comme en état de grâce révolutionnaire.* » Et il sait qu'il porte en lui l'avenir, « *que le monde se sauvera ou se perdra* » avec lui.

Bientôt voici que la voix de Caliban s'assourdit d'émotion :

« *J'ai failli trahir. Il m'est arrivé de rougir des miens, des pauvres et de toi-même, pauvre entre les pauvres, Sycorax, ma mère, J'ai été tenté de vous trouver laids, grossiers et bêtes et de me savoir gré de ces sentiments délicats* » car le poison de la culture des maîtres a pénétré en lui.

La guerre a remis Caliban parmi les siens. Et maintenant, tantôt ironique, tantôt grondeur, parfois menaçant il appelle *l'Esprit* à revenir sur sa trahison. « *L'Esprit aura-t-il peur encore? Ne saura-t-il servir que les maîtres du jour? Renoncera-t-il à l'avenir?* »

Raillerie aux faux-sauveurs qui annoncent la Renaissance du catholicisme. Brutal, Caliban tranche : « *S'il vient un nouveau Moyen Age, c'est moi qui le ferai et non pas eux, ma foi et non pas leur foi.* »

Tel est le thème du discours émouvant et humain que Caliban adresse à nos maîtres.

Par quelle nécessité faut-il, hélas, que Caliban se souvienne trop d'avoir fréquenté M. Renan et par quelle infortune ce rude gosier ne parle-t-il point davantage la langue de la femme, pauvre entre les pauvres, qui fut sa mère? M. Renan a été un bien grand penseur sans doute, mais qu'a-t-il dit d'essentiel que la mère de Caliban n'ait su? Lui, et ses pareils, n'ont qu'habillé d'éloquence, de subtilité, d'artifice ce que les laboureurs trouvent le soir devant le feu en tirant sur leur pipe.

Saluons en « *Caliban parle* » un grand livre; mesurons au tressaillement qui a agité le monde de l'Esprit à sa lecture la force secrète qui en fait déjà une action et attendons le jour où après avoir parlé aux maîtres, Caliban adressera son message à ses frères innombrables. — B. GIAUFFRET.

Emile Glay et Henry Champeau : L'INSTITUTEUR (Bibliothèque sociale des Métiers, Doin, éditeur).

La « Bibliothèque sociale des Métiers » nous a déjà donné une série de monographies de grande valeur, dues, en grande partie, à des militants syndicalistes expérimentés. L'œuvre de Glay et Champeau appartient à cette collection. Mais une étude aussi scrupuleuse de l'enseignement primaire apporte autre chose que des matériaux pour l'édification d'une histoire sociale. Elle éclaire d'un jour assez vif toute l'histoire politique, car c'est dans les préoccupations scolaires qui apparaissent à une époque, que l'on discerne le mieux — si l'on veut se donner la peine de chercher « le grain des choses », sous « la paille des mots » — les tendances morales de la classe au pouvoir. Les auteurs du livre l'ont certainement compris. Nous n'avons pas à leur reprocher de n'avoir pas tiré les conclusions, qui nous viennent naturellement à l'esprit, de l'étude des documents qu'ils nous livrent. Reconnaissons-leur (je crois que c'est l'éloge qui les touchera le plus) le souci de nous donner toujours le texte essentiel, et non la pièce commode qui justifie la thèse.

L'œuvre se subdivise en trois parties : un historique de l'enseignement primaire; un large aperçu sur les tendances actuelles de la pédagogie; un exposé sommaire du mouvement corporatif chez les instituteurs. Cette dernière partie nous semble insuffisante, à plus d'un titre. On y trouve, à peine mentionnée, l'œuvre de cette Fédération des syndicats d'instituteurs, de ces héroïques pionniers du syndicalisme universitaire dont la Fédération de l'Enseignement a conservé jusqu'en ces derniers temps les glorieuses traditions.

Nous préférons de beaucoup les deux premières divisions de l'ouvrage. Et nous les recommandons, non seulement aux instituteurs, mais aux militants ouvriers.

L'histoire de l'enseignement populaire est presque complètement inconnue ou méconnue. Des formules de manuel encombrent notre esprit, à son sujet. On verra dans le livre de Glay et de Champeau, que sous l'Ancien Régime, on ne s'est pas toujours désintéressé de l'instruction du peuple ; que le rôle de l'Eglise n'a pas toujours été aussi néfaste que le laisse supposer un anticléricalisme hargneux; les gouvernements, en intervenant en ce domaine, ont toujours été dominés par des préoccupations politiques; que tous les systèmes d'enseignement, toutes les méthodes pédagogiques qui ont vécu, au cours du XIXe siècle, sont sortis de ce magnifique bouillonnement révolutionnaire de 1789-1793; que les lois organiques qui régissent actuellement notre école primaire ne sont pas nées dans le cerveau fécond de Jules Ferry, mais ne sont que le couronnement d'une longue et difficile évolution — œuvre annoncée au cours de tout un siècle qui n'a pu aboutir qu'à l'heure marquée par l'histoire.

Et nous invitons aussi nos camarades ouvriers à suivre de très près toute la partie consacrée par les auteurs aux essais actuels d'école active, dont ils parlent avec une sympathie non dissimulée. Au cours de la lutte que nous avons menée, il y a quelques années, contre la détestable éducation (!?) des pupilles communistes, nous avons été navrés de remarquer que de nombreux ouvriers révolutionnaires tenaient encore pour des méthodes pédagogiques, bourgeoises et réactionnaires. Glay et Champeau constatent avec plaisir qu'aujourd'hui les syndicalistes de l'Enseignement et les pédagogues d'avant-garde se sont retrouvés et souvent confondus. C'est vrai, c'est bien, mais c'est encore insuffisant. C'est à l'ouvrier syndicaliste que l'instituteur — qui est autre chose qu'un pion soumis à ses chefs — doit parler. C'est l'intérêt de la classe ouvrière qui l'exige. C'est aussi le souci de faire triompher les idées nouvelles en pédagogie. Seule, une révolution de classe peut bousculer la vieille pédagogie dogmatique, anguleuse et terne. Mais que cet espoir fataliste ne nous empêche pas de soutenir, dès aujourd'hui, les précurseurs — même lorsqu'ils sont Russes — car en Russie il y a eu aussi des essais d'école active, insuffisants et discutables, sans nul doute, mais dont les résultats compteront peut-être parmi les plus solides et les plus profonds. — Roger HAGNAUER.

Elie Richard. — MARCEAU-LA-ROSE (Rieder, édit.).

L'office de la guerre. Une odeur de graillon, une atmosphère basse, un sol marécageux. La servitude militaire sans aucune grandeur. Et pourtant une ombre qui va et vient attachante : Marceau-la-Rose, meunier musclé, bête et narquois; Marceau homme du peuple qui ne pige rien à ce que l'on veut de lui et dont la simplicité prend une allure de révolte naturelle et spontanée que la machine militaire lui fait un jour durement expier : « Marceau repose à Bagneux. Sa bière était enroulée d'un drapeau. » — B. G.

Joseph Jolinon. — LE JOUEUR DE BALLE (Rieder édit.).

Revoilà Claude Lunant, le héros du *Valet de Gloire*, mais un Claude Lunant d'avant-guerre jeunet et « *bête* » si l'on veut (mais pas si bête que ça!); au total un bon bougre dont le sang paysan circule mal dans l'organisation que la petite bourgeoisie préparait pour l'enfance et la jeunesse et qui étouffe au collège, à la caserne — puis dans le bourg non parce qu'il est muni de théories anti-bourgeoises mais parce qu'il a de la vie à répandre. Il échappe à l'étouffement en flanquant des coups de pied dans un ballon rond.

Lunant, bien sûr, pouvait s'évader ainsi de la vie bourgeoise en 1913. Mais à présent où le Sport est devenu un « business » comme un autre, où va-t-il flanquer ses coups de pied? Les fesses bourgeoises ne sont-elles point aussi tentantes qu'un ballon « d'assoce »? **Plus volumineuses sans doute et moins dures si bien**

qu'on risque de ne rien remuer et même de rester les orteils plantés dedans.

Mais pourtant, mon vieux Lunant, il faut une conclusion à toute chose. Et nous attendons la tienne, celle que les « *Revenants dans la boutique* » nous promettent depuis un bout de temps.

Vas-y mon vieux, entre ton but. — B. G.

Léonhard Frank. — LE BOURGEOIS (2 vol. Riedér, édit.).

Un bourgeois trop sensible, un bourgeois de décadence. Sa jeunesse est torturée par l'appréhension de l'injustice sociale : pourquoi le fils du facteur si doué pour les études va-t-il aller ramasser du crottin? Et voilà sa jeunesse, dans le sillage de Catherine Lenz, vouée au socialisme. Mais un jour vient où Catherine le lasse et où paraît Elisabeth. Et notre bourgeois de retourner parmi les siens et de s'enrichir, de s'enrichir encore. Seulement ce bourgeois, je vous l'ai dit, est ridiculément sensible. Sa vie sonne vide. Elle est gâchée, sans signification, perdue. Et voici monter la névrose : Jurgen, le bourgeois, se cherche. Où donc est passé le Jurgen de sa jeunesse? Allons, une prime à qui le ramènera.

« *Ici on achète : enthousiasme, vérité crue, connaissance et sacrifice de soi-même* » affiche Jurgen à son portail. Mais nul ne lui apporte ces denrées. Et le bourgeois se lance dans le monde à la poursuite de son Moi perdu — qu'il retrouvera enfin à la porte d'un meeting socialiste dans la personne d'un petit vendeur de brochures : le fils qu'il a eu de Catherine Lenz, dont la voix sonne dans le silence des masses. — B. G.

PETITES NOUVELLES

« Les Tisserands » au Cinéma

Nous pensions annoncer à nos amis la projection, au Cinéma du Vieux-Colombier, d'un film tiré de l'œuvre d'Hauptmann. Mais voilà que Chiappe, préfet de police, — encouragé sans doute par les ordres du jour de confiance que lui votent certains conseillers municipaux S. F. I. O. — a interdit la projection des « Tisserands ». Quelle honte! quel scandale!

Le Lissagaray

Un retard imprévu de composition a fait que la Librairie du Travail n'a pas encore expédié la nouvelle édition de l'« Histoire de la Commune » à ses souscripteurs. Le livre est maintenant au brochage et les envois seront faits courant de la semaine prochaine. Rappelons que les souscripteurs n'ont payé ce livre que 12 francs au lieu de 25 francs, son prix de vente. C'est l'avantage des éditions par souscription.

L'Ecole unique

L. Zoretti nous écrit avoir lu avec intérêt l'étude de Richard sur l'Ecole unique. En même temps, il nous prie de signaler aux lecteurs de la R. P. que son ouvrage « Education », donné par Richard dans sa bibliographie sommaire, est épuisé, mais qu'il en possède encore quelques exemplaires dont il pourrait disposer au prix de 6 francs. Lui écrire : 15, rue Malfilâtre, à Caen.

NOUS AVONS REÇU

UPTON SINCLAIR : *Boston* (l'affaire Sacco et Vanzetti). 1 volume en anglais (Upton Sinclair, Station B, Long Beach, Californie).

ALEXIS DEMIDOV : *Le Tourbillon*, roman, traduit du russe, par Maurice-Parijanine, 18 fr. (Editions Sociales Internationales.)

VLADIMIR POZNER : *Littérature russe*. Préface de Paul Hazard. 20 fr. (Edition Kra.)

LOUIS LATZARUS : *Un ami du peuple, Monsieur Coty*. 10 fr. (Librairie Valois.)

ERICH MUHSAM : *Von Eisner bis Léviné* (Die Entstehung der bayerischen Rœterrepublik). 90 pfennigs (Fanal, Verlag, Berlin-Britz).

P.-J. PROUDHON : *Lettres*, choisies et annotées par Daniel Halévy et Louis Guilloux. (Préface de Sainte-Beuve.) 15 fr. (Grasset).

ALBERT CRÉMIEUX : *Cellule 93*. 12 fr. (Nouvelle Société d'Edition.)

Emprisonnés, déportés, exilés.

LE SECOURS-TROTSKY

A la conférence internationale, qui réunissait, en février, à Aix-la-Chapelle, des délégués du N. A. S. hollandais, du Léninbund allemand, de l'Opposition communiste belge et du groupe français « Contre le Courant », a été décidée la fondation du « Secours-Trotsky », destiné à venir en aide aux révolutionnaires défenseurs de la dictature du prolétariat. Un Comité provisoire a été désigné. Un manifeste a été lancé pour faire appel aux travailleurs de tous les pays.

Voici des extraits de ce manifeste :

Léon Trotsky a été chassé de Russie.

Le Gouvernement russe l'a livré à la contre-révolution en l'envoyant dans la Turquie de Kemal-Pacha.

Léon Trotsky est en danger!...

En même temps que Léon Trotsky, des milliers de vieux combattants de la Révolution russe sont déportés, emprisonnés ou tués. Ces mesures... préparent les voies de la contre-révolution russe.

Le mouvement révolutionnaire international est menacé d'une défaite décisive...

La lutte de Trotsky pour le maintien de la dictature prolétarienne contre la politique de liquidation des dirigeants actuels du Parti Communiste russe et de l'Internationale, sous la direction de Staline, n'est que le prolongement de la tâche à laquelle il a voué toute sa vie...

Travailleurs révolutionnaires, organisez avec nous le Secours-Trotsky.

Fondez partout des Comités Secours-Trotsky.

Faites des adhésions dans tous les pays!

Recueillez avec nous les moyens matériels pour sauver et protéger Trotsky et les autres combattants révolutionnaires en danger de mort. — Le Comité Provisoire.

LE SORT DE MIASNIKOV

La « Volksville » du 10 avril publie un télégramme de Miasnikov, qui l'informe de son évasion de Sibérie, où il était déporté, et de son arrivée à Téhéran, où il a été arrêté.

Le gouvernement soviétique a demandé au gouvernement persan l'extradition de Miasnikov; finalement le gouvernement persan a refusé cette extradition.

Miasnikov se trouve donc toujours à Téhéran. Le visa pour l'Allemagne lui a été refusé.

Voilà quel sort le gouvernement de Staline réserve à un militant de valeur comme Miasnikov, qui appartient à l'Opposition ouvrière et que Lénine tenait en grande estime.

La « Volksville » ajoute que Miasnikov sera secouru par le « Secours-Trotsky ».

« ... Je me place à côté de l'ouvrier conscient qui a fait la Révolution, et qui, dans l'usine, supporte, aujourd'hui, le fardeau d'une clique de parti et d'une clique syndicale, dont le seul but est de parvenir et de dominer. Aussi, je ne connais ni Trotsky, ni Staline, ni Boukharine — c'est-à-dire la gauche, le centre et la droite — mais simplement les révolutionnaires capables de rendre demain aux Soviets un pouvoir qui n'est plus, depuis longtemps déjà, un pouvoir prolétarien.

« Sans quoi, un jour viendra où les mots « communiste » ou « bolchevique » deviendront, aux yeux du prolétariat, plus odieux que celui de « social-démocrate ».

Panaït ISTRATI.

« *Les Nouvelles Littéraires* » (23 février).

Notes Economiques

Deux événements d'une importance capitale

La création d'un super-Etat

On se rappelle peut-être qu'au cours de l'année 1926 la « Révolution Prolétarienne » (1) a, à plusieurs reprises, attiré l'attention sur les efforts qui étaient alors faits pour créer une banque internationale d'émission, banque superposée aux banques d'émission nationales, telles que la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Reichsbank, etc., et ayant sur elles la haute main.

L'instabilité de la valeur du billet de banque qui sévissait dans plusieurs pays (c'était l'époque de la grande baisse du franc français), fournissait, en effet, une occasion très favorable de créer cette banque, qu'on présentait comme le seul moyen de stabiliser les monnaies. Depuis lors, les diverses monnaies nationales s'étant stabilisées sans que cet organisme international ait été créé, le projet parut tombé à l'eau. Mais il n'en était rien. La création d'une banque internationale est trop dans la logique de l'évolution capitaliste pour que le projet n'en ait point reparu à la première occasion.

Le règlement des « réparations » est cette occasion. Quoi que ce soit qui sorte de la réunion des experts concernant les réparations proprement dites, que l'Allemagne soit condamnée à payer annuellement une forte ou faible somme, qu'elle doive la payer pendant vingt ans ou pendant cent ans, ce sont là affaires de peu d'importance, comparativement à cette première chose à l'étude de laquelle se sont installés dès l'abord les Experts, comme s'ils ne s'étaient réunis que pour cela : l'établissement d'une banque internationale, — ou plus exactement supra-nationale, — des transferts. Le point de départ est, bien entendu, les réparations. L'objet officiel de cette banque est, avant tout, de prendre les mesures nécessaires pour que soient transférées sans heurt, d'Allemagne dans les pays créanciers, les sommes que celle-ci devra payer, mais, tout de suite, on fait remarquer que la question des transferts est une, car les transferts des réparations influeront forcément sur tous les autres transferts, par suite, la Banque devra s'occuper des transferts en général, du transfert de toute somme due par les nationaux d'un pays à ceux d'un autre pays, quel que soit le pays et pour quelque motif qu'ait lieu le paiement. La Banque des réparations deviendra ainsi une banque chargée de la totalité des paiements internationaux. Mais pour effectuer ces paiements, désormais centralisés entre les mains d'un seul caissier, il sera commode, et désormais possible, de les effectuer en une unique monnaie, et par là on arrivera à la création d'une monnaie internationale, ou plus précisément, d'un billet de banque international qu'émettra la Banque des Paiements internationaux devenue ainsi Banque d'émission internationale.

Un journaliste financier écrivait dernièrement que si cette banque était fondée, ce serait le plus grand événement qui s'est produit dans le monde depuis la Révolution française. Ce bourgeois n'avait pas tort.

En régime capitaliste, un Etat, c'est deux choses : c'est, d'une part, une police, et d'autre part, une banque.

Mettre en prison et frapper monnaie ont toujours été les deux attributs essentiels de l'Etat. Ce sont les deux droits régaliens types. Depuis l'antiquité, ce qui distingue les Etats, c'est d'avoir des monnaies distinctes; chaque Etat a une monnaie marquée à son sceau, différent des autres Etats. Dans les pays où plusieurs prétendants sont en lutte pour s'emparer de l'Etat, le premier souci de chacun est d'affirmer sa souveraineté, en émettant sa monnaie. L'Etat moderne s'est constitué contre la féodalité, en enlevant aux seigneurs féodaux le droit de battre monnaie; il n'y a eu une France que lorsqu'il n'y eut plus qu'une seule monnaie, la monnaie du roi de France.

Depuis le siècle dernier, le développement du crédit a ajouté un nouveau domaine à la fonction monétaire de l'Etat. Une monnaie fiduciaire d'un montant considérable s'étant créée à côté de la monnaie réelle, l'Etat dut ajouter à son privilège de frapper la monnaie métallique celui de créer la monnaie de papier, ou tout au moins, d'en contrôler la création. Dans tous les Etats, celle-ci ne peut être émise que par des organismes spéciaux, auxquels l'Etat a accordé le privilège exclusif de l'émettre, dans des conditions fixées par lui et sous son contrôle.

Le rôle de cette monnaie est devenu tel que la monnaie fiduciaire a éclipsé presque totalement la monnaie réelle; on s'en est bien aperçu au cours de ces années dernières durant lesquelles, non point un jour mais pendant quinze ans, on a appelé franc, considéré comme franc, comme valeur du franc, non la valeur des pièces d'or marquées au sceau de l'Etat, seuls francs véritables cependant, mais la valeur du billet de la Banque de France. La fonction monétaire essentielle n'étant plus de frapper la monnaie réelle, mais d'émettre ou de faire émettre de la monnaie figurée, — les ateliers de la Monnaie devenant négligeables devant les imprimeries de la Banque de France, — que l'Etat abandonne le contrôle de l'émission des billets, même partiellement, et il abandonne par là sa fonction d'Etat, il abandonne sa souveraineté. Il n'est plus l'Etat, l'Etat au sens traditionnel du mot, pleinement souverain et pleinement indépendant. Du même coup, en attribuant à un organisme international la fonction monétaire ainsi enlevée à l'Etat, la fonction de régulateur et d'ordonnateur suprême de la monnaie fiduciaire, on crée un nouveau souverain, un super-Etat.

Une telle création est dans la logique des choses. L'élément directeur de la production capitaliste, la grande industrie, étant devenu international, il lui faut soumettre toute la société à des modes d'organisation internationale. Le grand capitalisme étouffe maintenant dans le cadre de ces Etats nationaux qui ont été cependant la première base de son développement, il lui faut donc dépasser non seulement pour lui-même le cadre national, mais le faire dépasser par toute la société. Les trusts internationaux sont la forme par laquelle la grande industrie s'élève, en ce qui la concerne, au-dessus de la nation, mais les trusts internationaux ne peuvent s'appliquer qu'à quelques produits hautement concentrés; au contraire, toute l'industrie, tout le commerce, tout le capitalisme, aussi bien le petit ou le moyen que le grand, est affecté par les conditions dans lesquelles est créée la monnaie, car c'est l'ensemble des prix, l'ensemble du crédit qui dépend de la monnaie; en internationalisant l'émission de la monnaie, on internationalise donc toute la production, on soumet le petit et moyen capitalisme à cette même régulation internationale, que les cartels et les trusts réalisent, mais qu'ils ne réalisent eux, que pour le très gros capitalisme. La Banque internationale des Experts, le trust du billet de banque, comme nous disions en 1926, est donc à la fois le pendant et le complément du Trust de l'Acier.

(1) Voir notamment la « R. P. » de février 1926.

Staline indemnise les expropriés d'Octobre et incorpore l'U. R. S. S. à l'impérialisme

Cet été, en parlant des importations de blé auxquelles venait de se livrer l'U. R. S. S., nous disions : « le koulak dictant ses conditions entraîne le capitalisme étranger dictant les siennes » (2). En voici une écrasante confirmation.

Aux mesures de rigueur décrétées pendant quelques semaines contre lui, l'an dernier, le koulak ne s'était pas rendu; aux mesures de faveur qu'on y a substituées, il ne se rend pas davantage. L'approvisionnement de la Russie en blé se présente cette année dans des conditions aussi catastrophiques, si ce n'est plus, que l'année dernière.

Au 31 décembre dernier, l'ensemble des céréales stockées par les institutions soviétiques (blé, seigle, orge, avoine, etc...) était de 5.839.000 tonnes, au lieu de 5.024.000 tonnes un an auparavant, mais dans ce total, les céréales alimentaires, celles qui servent à l'alimentation de l'homme, c'est-à-dire le blé et le seigle, n'entraient que pour 3.923.000 tonnes au lieu de 4.108.000 tonnes l'année précédente, soit donc 200.000 tonnes de moins (3) ! Or, depuis le 31 décembre, la situation a dû

(2) Voir la « R. P. » du 1er septembre 1928.

(3) Voir la « Vie Economique des Soviets » du 20 février 1929.

encore sensiblement s'aggraver, car en janvier, dernier mois pour lequel nous avons des chiffres, au moins globaux, il a été rassemblé, pour l'ensemble des céréales, 600.000 tonnes de moins qu'en janvier 1928, si bien que le déficit en blé et seigle a dû s'accroître encore considérablement.

Aussi, n'est-il pas étonnant que l'U. R. S. S. ait dû, non seulement établir la carte de pain, mais procéder à de nouveaux achats de blé à l'étranger : 200.000 tonnes en Hongrie, et autant en Argentine.

Ainsi, il ne peut plus être question d'exporter du blé, cette base traditionnelle de l'exportation russe. Dès lors, avec quoi payer le matériel et les matières premières que l'industrie russe doit se procurer à l'étranger? avec quoi payer le blé qu'il faut importer pour que l'ouvrier de Moscou ou de Léningrad ne meure point de faim? Il est un moyen, c'est d'accroître l'exportation d'autres produits. Au premier rang de ceux-ci est le pétrole, article de large consommation et de grande valeur, pour la production et la vente duquel la Russie jouit de conditions naturelles exceptionnellement favorables. Seule une forte augmentation de l'exportation de pétrole est susceptible de compenser rapidement la suppression de l'exportation de blé.

Mais le marché mondial du pétrole est l'un des plus concentrés qui soit. On sait que le raffinage et la vente du pétrole sont presque entièrement monopolisés dans presque tous les pays du monde, par deux grands trusts, l'anglaise Shell et l'américaine Standard. Du blé on peut en vendre, en quantités illimitées, sans devoir passer sous aucunes fourches caudines, les acheteurs de blé étant en quantité relativement considérable, mais pour le pétrole, il n'en est pas de même puisque les acheteurs ne sont que deux.

Cependant les monopoles de la Standard et de la Shell ne sont tout de même pas si absolus qu'on ne puisse vendre du pétrole en quantités limitées, sans leur intermédiaire. Les Soviets en ont fourni eux-mêmes la preuve : le Syndicat russe du Naphte était arrivé à exporter, il y a quelques années, sans le concours de la Standard ni de la Shell, à peu près autant de pétrole qu'il en était exporté de Russie avant la guerre. Et aussi, quand on est un aussi gros producteur, et producteur d'un pétrole d'aussi bonne qualité que celui du Caucase, il est possible de traiter avec les monopoles sur un pied d'égalité : cela aussi les Soviets l'ont montré, lorsque, il y a deux ans, en juin 1927, ils conclurent avec la Standard cette vente de pétrole pour l'Inde qui fit tant hurler la Shell. Mais, pour cela, il faut être maître de vendre ou de ne pas vendre, il faut ne pas être obligé de vendre coûte que coûte; sinon, on est perdu; on vous met le couteau sur la gorge. Et c'est ce qui vient de se produire.

L'un des deux maîtres du pétrole, Deterding, grand maître du trust Shell-Royal Dutch, vient de condescendre à permettre à la Russie d'augmenter suffisamment ses ventes de pétrole pour avoir de quoi acheter du blé, à la condition... que la Révolution capitule entre ses mains. Tel est, en effet, l'essentiel du contrat conclu il y a un peu plus d'un mois entre le trust anglais et le Syndicat du Naphte.

Ce contrat comporte, en effet, l'annulation d'Octobre, l'annulation de l' « expropriation des expropriateurs ». Dès le lendemain de la conclusion du contrat, Deterding personnellement, d'une part, et le Conseil d'Administration de la Shell d'autre part, ont fait savoir que le contrat stipulait que le pétrole livré par l'U. R. S. S. lui serait payé au-dessous du cours mondial (5 % au-dessous, a-t-on précisé plus tard). Et ils ajoutaient que la différence entre le prix qui serait payé à l'U. R. S. S. et le cours, serait versé à un fonds qui allait être immédiatement constitué et qui servirait exclusivement à indemniser les sociétés pétrolières russes d'avant guerre qu'Octobre avait expropriées.

Que, dans la constitution de ce fonds, l'U. R. S. S. n'intervienne pas, que la destination de ces 5 % ne soit point indiquée dans le contrat qui porte la signature des délégués de Staline, cela ne change rien à la réalité des faits. On ne peut invoquer aucune raison technique de vendre le pétrole du Caucase, le premier pétrole du monde, au-dessous du cours; si on l'a vendu au-dessous du cours, ce ne peut être que parce qu'on a accepté de fournir ainsi une indemnité aux expropriés d'Octobre. **Par là, la grande conquête de la Révolution russe, la grande et seule conquête que comporte toute Révolution véritablement sociale**, l'expropriation sans indemnité, se trouve annulée à l'égard des plus importants et des moins intéressants de ceux qu'elle avait frappés.

Ce contrat qui annule le passé, compromet, non moins gravement, l'avenir. Il comporte en effet, entre le trust anglais et le Syndicat soviétique, la création d'un véritable cartel, d'un monopole commun pour la vente du pétrole en Angleterre, monopole qui s'est d'ailleurs traduit immédiatement par la hausse du prix de vente de l'essence en Angleterre. Par là, la Shell fait entrer les Soviets dans le système impérialiste. La Nep n'est plus l'économie soviétique se dressant en rivale de l'économie capitaliste; elle devient partie intégrante de celle-ci. Par son contrat, la Shell a attaché l'U. R. S. S. à l'impérialisme par des liens matériels, par une communauté d'intérêts matériels, qui influeront sur toute l'évolution politique et sociale de la Russie bien autrement que ne sauraient le faire les vitupérations de Congrès ou les résolutions du Komintern. Les bourgeois nient en paroles le matérialisme historique, mais, à l'encontre de ceux qui en ont souvent plein la bouche, ils savent l'appliquer. L'U. R. S. S. est, dès maintenant, liée suffisamment solidement au char de l'impérialisme, pour qu'elle ne puisse plus en être détachée que par une nouvelle Révolution.

M. Deterding peut se flatter d'avoir annulé Octobre; c'est vrai; mais en détruisant Octobre, on prépare par là même, inéluctablement, la venue d'un nouvel Octobre. M. Deterding ferait bien d'apprendre l'histoire de France; le jour où les féodaux expropriés firent voter l'indemnité d'un milliard, ils crurent avoir détruit la Révolution française; elle était en effet détruite, mais cinq ans après, ce fut 1830.

R. LOUZON.

MUSSOLINI SURPASSÉ

Au mois de janvier dernier, les mouleurs d'Alger étaient en grève; belle grève, unanime, qui durait depuis six semaines. Il fallait tenter de disloquer le bloc des grévistes. Mussolini s'en chargea. Dans la première maison partie en grève, et qui fut tout le temps le centre de la résistance, l'un des meilleurs ouvriers était italien. Le Consul d'Italie à Alger le fit venir, et lui dit : « Tu as eu un passeport pour la France afin d'y travailler; si tu ne reprends pas immédiatement le travail, je te ferai réembarquer pour l'Italie. » Terrorisé, le mouleur italien reprenait le travail le lendemain, défection grave dans une corporation qui ne comprend à Alger, que quelques dizaines de membres.

Le Syndicat autonome des Métaux d'Alger a prévenu de ces faits, par écrit, le Préfet d'Alger; celui-ci n'a même pas daigné répondre. Mussolini est le maître en France, du moment qu'il agit dans l'intérêt du patronat.

Presque le même jour, un indigène algérien, qui revenait de France pour voir sa famille, passait devant le Conseil du Gouvernement. Cet indigène n'avait, bien entendu, commis aucun délit, mais on sait que, cent ans après que la « France » a apporté aux « sauvages » de l'Afrique du Nord, les Droits de l'Homme, et la « protection contre l'arbitraire », tout indigène algérien peut, par simple décision du Gouverneur général, sans, je le répète, qu'il ait commis aucun délit, simplement parce que telle est la volonté du Gouverneur, être condamné à deux ans de résidence forcée (deux ans qui peuvent être renouvelés indéfiniment) en un point perdu des Territoires de l'Extrême-Sud. Pour cette lettre de cachet, une seule formalité est nécessaire : demander l'avis du Conseil du Gouvernement. Donc, celui-ci fut appelé à donner son avis sur le cas de l'indigène Issad Hassen qui débarquait de France.

Son crime?

Etant en France, il avait soutenu le mouvement de chez Renault.

En conséquence, pour avoir, en France, il y a trois ans, usé du droit absolument légal de la grève, cet indigène, conformément à l'avis du Conseil du gouvernement, vient d'être envoyé par décision du Gouverneur général, pour deux ans à Beni-Abbès, en plein Sahara!

Quels imbéciles disaient que la bourgeoisie a besoin du fascisme pour se défendre! Saluons bien bas MM. Poincaré et Bordes, parfaits républicains; sans effort ils trou**vent le moyen de surpasser Mussolini. — R. L.**

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La Fédération Unitaire de l'Agriculture va-t-elle revivre ?

Il s'est tenu récemment deux assemblées de travailleurs agricoles qui doivent retenir l'attention de la classe ouvrière, car elles mettent en question le problème important de l'organisation syndicale des ruraux.

Il s'agit du congrès tenu à Montluçon par le Conseil Paysan, les 1er, 2 et 3 mars et du Conseil national de la Fédération de l'Agriculture qui a siégé à Paris, le 10 mars. Coïncidence assez frappante : si d'un côté il est sorti des assises nombreuses de Montluçon, la Confédération générale des Paysans Travailleurs, qui marque le succès de la propagande du Conseil Paysan, à Paris l'on a reconnu le piteux état dans lequel se trouve la Fédération de l'Agriculture que l'on cherche à remettre debout.

Aucun des lecteurs de la *R. P.* ne sera, je pense, étonné de ce contraste entre une organisation grandissante et une autre en pleine crise. Ceci, en effet, est amené par cela. Dans quelques *Réflexions sur la propagande paysanne*, parues ici le 1er mars 1927, nous avons rappelé la constitution du Conseil Paysan où entrèrent des syndicats comme ceux du Lot-et-Garonne (métayers, planteurs de tabac, petits propriétaires) et ceux de la Fédération des Paysans Travailleurs, créée dans la Corrèze par Vazeilles. La *Voix Paysanne*, ancien hebdomadaire du Parti Communiste, devint l'organe du nouveau groupement, toujours sous la direction de Renaud Jean. Ce Conseil Paysan voulait réunir pêle-mêle métayers, fermiers, petits propriétaires, exploitants, afin de créer, à côté du Parti Communiste, un bloc rural de sympathisants dressé contre les associations paysannes bourgeoises. Ses adhérents furent invités à entrer plus ou moins dans la voie coopérative des achats et ventes en commun. Il ne faut pas méconnaître l'activité du Conseil Paysan dont le journal est intéressant et qui a soutenu efficacement certaines revendications et diffusé à la campagne un peu d'esprit de classe. Sérieusement préparé, le congrès de Montluçon a fait un travail qui aura de la portée. Si l'on songe aux catégories paysannes auxquelles s'adresse la nouvelle C. G. P. T., petits propriétaires, fermiers, métayers, l'on a peut-être trouvé la seule formule d'organisation qui leur convienne, à côté des syndicats ouvriers où elles ne pourraient que difficilement être incorporées.

La faute commise est d'avoir délibérément sacrifié la Fédération de l'Agriculture qui, elle, devrait grouper les salariés de la terre, pour aller à la conquête du semi-prolétariat des petits paysans. Et quand nous disons délibérément, ce n'est pas sans raison.

En effet, quand, vers 1924-1925, le Conseil Paysan s'organisa, la Fédération de l'Agriculture fut abandonnée à elle-même par la C. G. T. U. Son secrétaire Castel devint secrétaire du Conseil Paysan, son journal mensuel disparut et la *Voix Paysanne* devint son organe officiel intermittent. Ses syndicats, qui devraient bien dire s'ils furent alors consultés, ne reçurent plus guère de soutien, et la propagande les délaissa. Ils passèrent sous la direction d'un bureau fédéral instable ou fantôme et ne tinrent plus de congrès. Dans son numéro du 15 mars dernier, la *R. P.* nous a raconté l'histoire de l'insaisissable Roqueblave, ancien secrétaire fédéral débarqué pour avoir plaqué là son travail afin de se rendre en Russie. Le Conseil national de la Fédération du 10 mars a nettement mis en cause ses anciens dirigeants et choisi dans le Cher un nouveau bureau.

Il s'y est manifesté comme un réveil syndicaliste, si l'on en juge d'après le compte rendu signé H. Pierre et inséré dans la *Vie Ouvrière* du 22 mars. Ce journal, je pense, n'y a pas vu un désaveu de la politique agraire du parti communiste, lequel, d'ailleurs, n'y est pas nommé, ni le Conseil Paysan. Prudence excessive, mais qui ne masque pas l'allusion. Les quelques fragments que nous allons en citer montrent bien qu'on a négligé le vrai prolétariat rural pour une paysannerie intéressante sans doute, mais de condition trop mêlée, de nature trop peu révolutionnaire.

« *Par ailleurs, d'autres camarades, placés aux postes les plus élevés, et desquels nous étions en droit d'attendre beaucoup, nous ont déçus, par suite d'une interprétation fausse des perspectives de développement de la lutte des classes à la campagne. Ils ont cru plus urgent de consacrer leur activité au profit d'une organisation à côté dont nous ne nions pas l'intérêt, ni l'utilité, mais dont l'objectif ne saurait se substituer à l'action révolutionnaire qu'aura à soutenir le prolétariat agricole pour appuyer le prolétariat frère des villes... Le prolétariat agricole a son rôle historique, en communion d'idée avec le prolétariat urbain. Il n'est pas d'autres couches paysannes qui puissent se substituer à lui. Le mouvement des paysans, moyens et petits propriétaires? Utile, certes. Mais jusqu'où iront-ils?* »

Et l'on montre que leur situation intermédiaire, comparable à l'artisanat, peut faire d'eux des mécontents, mais qu'ils sont « *mûrs pour toutes les oscillations* », ainsi que tant de « petites gens ». Le prolétariat urbain et rural ne peut pas les considérer comme des alliés sûrs. « *C'est pourquoi*, dit l'auteur, *nous regrettons de voir des camarades... commettre l'aberration de négliger le groupement syndical des salariés agricoles après avoir pris la responsabilité de cette tâche.* »

Nous pensons qu'il serait possible d'organiser les métayers dans la Fédération de l'Agriculture, eux qui sont les plus exploités des cultivateurs, d'autant plus que le métayage coexiste généralement avec la petite culture et qu'il comporte des clauses dures et une vraie servitude matérielle et morale. Ils ont fait preuve plus d'une fois, d'activité syndicale et ils se sentent des prolétaires. Leur organisation dans la Fédération de l'Agriculture aurait l'avantage de les rapprocher de la classe ouvrière au lieu qu'ils soient confondus dans le Conseil Paysan avec fermiers et petits propriétaires. Mais évidemment, la chose peut être discutée. S'il est exact que le Conseil Paysan les a soutenus, que n'aurait pas fait de son côté une Fédération de l'Agriculture puissante!

Mais il n'aurait pas fallu la laisser végéter. La C. G. T. U. est responsable de l'avoir sacrifiée au profit du Conseil Paysan d'inspiration politique. Espérons que les militants qui veulent la remettre debout continueront à voir la nécessité d'un syndicalisme agricole indépendant, et puisse le réveil de leur Fédération marquer une date de la renaissance syndicaliste.

A. RICHARD.

La grève des dockers de Bordeaux

Le crime d'être unitaire

La grève des dockers de Bordeaux fut déclenchée par le syndicat confédéré alors que, tout en ayant des revendications de salaires identiques, les deux syndicats, unitaire et confédéré, ne s'étaient pas mis d'accord sur les moyens d'action à employer.

Suivant la ligne d'unité et de front unique que nous pensions être celle de la C. G. T. U., nous avions fait de nombreuses propositions d'entente pour l'action au syndicat confédéré.

Toujours suivant cette ligne d'unité, nous nous sommes joints au mouvement dès le premier jour.

Je pensais bien être dans la ligne de la C. G. T. U., lorsqu'à l'assemblée des confédérés, convoquée le 23 septembre pour décider la grève, je fis la déclaration suivante :

« Si vous nous acculez à cette grève, nous vous déclarons, au nom des camarades dockers unitaires, que vous auriez dû d'abord, par une commission nommée dans les deux syndicats, vous mettre d'accord avec nous sur les moyens d'action à employer pour arracher nos revendications à la Fédération maritime.

« Nous vous déclarons que n'ayant jamais fait les jaunes, nous vous suivrons dans ce mouvement, en encourageant nos adhérents à faire grève, mais, dans ce mouvement, vous conserverez la responsabilité. »

Le lendemain, à l'Assemblée générale des grévistes, je demandais aux dockers de rester groupés dans un front

unique indissoluble, l'heure des discussions de tendances étant passée.

Pendant trente-cinq jours, il fut impossible de prendre contact avec les patrons. Tous les moyens furent cependant employés pour entamer les pourparlers. Il ne s'agissait pas, comme le soutint Herclet, de solliciter un arbitrage, mais de prouver à tous les travailleurs bordelais et à l'opinion publique, la mauvaise foi des patrons.

Il est réel que le Comité de grève, à l'unanimité, usa de toutes les gammes : maire, préfet, président de la Chambre de Commerce, mais cela avec le plein assentiment des grévistes.

Constant essaya plusieurs fois de faire entrer les représentants des organismes centraux dans le Comité de grève, mais sa proposition fut chaque fois repoussée par les dockers qui manifestaient leur volonté de vaincre par leurs propres moyens.

Je peux ajouter que le Comité de grève vota, à l'unanimité, un ordre du jour réprouvant les articles tendancieux de certains organes communistes et socialistes, et demandant à la presse ouvrière de s'en tenir au compte rendu exact de la grève.

Malgré ce qu'en a dit Herclet, nous n'avions attendu personne pour faire de l'action directe, mais cela s'est fait plutôt de façon occulte. Beaucoup de nos camarades étaient provoqués par les briseurs de grève de la firme Raynier-Poublan, qui croyaient bien s'être installés sur la Côte d'Argent avec un salaire rémunérateur de 87 fr. par jour pour un rendement nul. Nos camarades ne se laissèrent pas intimider par l'allure menaçante de ces individus. Ils leur donnèrent, quand il le fallut, des corrections dont les « poux blancs » se rappelleront.

Le 29 octobre, Constant redemanda à l'Assemblée générale de voter l'entrée en ligne des organismes centraux, ce que les dockers acceptèrent à l'unanimité. Mais, après cette décision, une grande discussion s'engagea dans le Comité de grève. Nous pensions que Fargues et Vignaud, l'un pour la Fédération unitaire, l'autre pour la Fédération confédérée, devaient seuls avoir le droit d'assister aux séances du Comité.

Hélas! cela ne fut pas, et on sentit encore une fois que notre unité allait être brisée par les efforts des représentants d'une firme ou de l'autre pour s'emparer du mouvement. Mauvais moment pour nos camarades du Comité des secours et de grève, car on sentit de suite que nous n'aurions la solidarité matérielle qu'en acceptant les conditions de l'une ou l'autre maison; le Comité de grève déclara, à l'unanimité, ne pouvoir accepter cette solidarité que sans conditions, escomptant que seuls, l'unité, la ténacité, le courage et la volonté d'action des dockers devaient les mener à la victoire et arracher leurs revendications.

A son arrivée, Lebouraier demanda à l'Assemblée de décider de se rendre tous les matins aux postes d'embauche, ce qui fut accepté par l'ensemble des dockers et du Comité de grève. Les 1er, 2 et 3 novembre sont les jours où les dockers fournissent le plus gros effort en empêchant les « poux blancs » de se rendre au travail, les sortant du bar « Caméléon » et les ramenant en cortège à la Bourse du Travail. Ces journées sont marquées de vifs incidents : débauchage des jaunes à bord de l'*Athlète*, échauffourées sur les bateaux amarrés quai Bourgogne, etc...

Arrivée d'Herclet, qui essaie un petit coup d'état. Au lieu de travailler à maintenir notre front unique, il veut nettement, au risque de tout briser, s'emparer du mouvement en glissant au sein du Comité de grève, des camarades triés sur le volet, étiquette bien apparente et non désignés par ledit Comité pour être ratifiés par l'Assemblée générale. Le père Andreu, qui préside la réunion, se rebiffe contre la proposition d'Herclet, et déclare que si l'Assemblée acceptait cette manière de voir, ce serait jeter la suspicion sur le Comité de grève, et qu'il donnerait sa démission.

Herclet sentant le danger et voyant son jeu démasqué, retire sa proposition et le Comité de grève maintient toute son action et ses directives. Le lendemain, le même Herclet, qui écrit que je suis sorti de la salle sous les huées, est obligé de démentir tout ce qu'il a dit la veille, et il fait des excuses au père Andreu, vieux militant syndicaliste au passé aussi sérieux que celui d'Herclet.

Nous repoussâmes, à l'unanimité, une proposition patronale offrant d'entrer en pourparlers, mais sous condition de la reprise du travail, puis la Fédération maritime voyant qu'elle n'avait pu briser notre unité et notre volonté, voulut s'avouer vaincue, mais en beauté, et elle songea à cette planche de salut : l'arbitrage de Poincaré.

Cette proposition est reçue avec froideur au Comité de grève, et même nos camarades confédérés la repoussent, déclarant qu'on ne peut accepter d'arbitrage après cinquante-deux jours de grève. Une proposition est soumise aux dockers : accepter de discuter devant Poincaré dans le seul but de rentrer en contact avec les patrons et d'enregistrer les propositions qu'ils pourraient faire, n'ayant aucun droit d'accepter ou de refuser. Ce point de vue est accepté par la masse des grévistes, qui assistent de plus en plus nombreux aux assemblées générales du matin. La délégation ratifiée par l'assemblée générale part donc à Paris et nous revient le 17 novembre. Elle rend compte de son mandat, des propositions sur lesquelles elle s'est mise d'accord avec les patrons devant M. Picquenard, au ministère du Travail, propositions qu'elle soumet à l'assemblée. L'accord est accepté par acclamations par les dockers et la reprise du travail est votée pour le dimanche 18.

Notre camarade Lapeyre présente alors à l'assemblée un ordre du jour tendant à conserver cette unité qui venait de nous donner la victoire, en ne formant plus qu'une seule organisation, les camarades devant se prononcer par un vote en faveur de l'une ou l'autre C. G. T. Cette proposition n'est pas discutée, et il faut le regretter, surtout que la division s'est maintenant réinstallée chez nous plus que jamais.

Cette grève fut gagnée par le front unique. Quel dommage qu'elle n'ait pas été suivie, comme nous le demandions, par la reconstitution de l'unité!

Quand j'examine les reproches qui me sont adressés, les insultes qui me sont sont lancées par Monmousseau et consorts, quand je lis la résolution de la Commission confédérale des grèves, je pense que mon seul crime, dans ce mouvement, c'est d'avoir bataillé pour obtenir, pour maintenir et pour conserver l'unité corporative des dockers de Bordeaux. Agir en unitaire, c'est à présent un crime dans une C. G. T. qui n'a plus d'unitaire que le nom.

THIBAUDEAU.

A propos de ragots

Quand nous avons lu dans l'« Humanité » que les amis de la « Révolution prolétarienne » avaient colporté des ragots sur la situation financière de la C. G. T. U., nous avons été très surpris par cette information d'allure sensationnelle.

Quels ragots aurions-nous pu colporter sur un état financier qu'on n'a pas encore rendu public, et que nous ne connaissons nullement?

On a dit et redit à Moscou, dans l'I. C., que les effectifs de la C. G. T. U. avaient dégringolé. C'est là tout ce que nous savions, et cela provenait, semble-t-il, des sources les plus autorisées.

Mais puisque Raveau a parlé de ragots, qu'il nous laisse lui poser trois questions précises :

1° N'est-ce point, en fait de ragots, le Syndicat des dockers de Dunkerque qui a demandé au Bureau Confédéral s'il était vrai qu'un virement important avait été fait de la caisse de solidarité à la caisse administrative de la C. G. T. U.?

2° Ce virement a-t-il eu lieu? Oui ou non, la C. G. T. a-t-elle prélevé sur sa Caisse de solidarité — alimentée par une fraction de la cotisation confédérale et par les souscriptions — une somme de 100.000 francs qui a servi à renflouer sa caisse administrative qui se trouvait à sec, donc à payer ses permanents et ses frais?

3° Les dettes des Fédérations à la C. G. T. U. — c'est-à-dire les timbres non payés — n'atteignent-elles point le chiffre astronomique de 600.000 francs, dont 100.000 pour les Métaux, 120.000 pour le Textile, 60.000 pour le Bâtiment?

En vérité, est-il besoin de ragoter pour montrer que la situation de la C. G. T. U. est loin d'être brillante?

Nous ne nous en réjouissons pas. Au contraire, nous regrettons qu'on n'y apporte pas les vrais remèdes.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 26 MARS. — Les ouvriers boulangers parisiens obtiennent une sérieuse augmentation de salaires.

MERCREDI 27. — Grève des blanchisseuses de Boulogne-sur-Seine.

Chine. — Chang Kaï Shek fait fusiller Li Chi Sen, gouverneur de Canton.

JEUDI 28. — Le Comité National de la C. G. T. proteste contre le projet de loi « rectificatif » des assurances sociales.

U. R. S. S. — Arrivée à Moscou d'une importante délégation commerciale anglaise.

VENDREDI 29. — Le Chambre fait cadeau de 22 millions aux curés.

SAMEDI 30. — Victoire des blanchisseuses de Boulogne.

— La Chambre vote le mandat de six ans pour les conseillers municipaux.

Belgique. — Un coup de grisou fait 27 victimes aux charbonnages de Waterschei.

DIMANCHE 31. — Monmousseau ouvre le congrès du Parti communiste à Saint-Denis.

— Mort de Myron Herrick, ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

MARDI 2 AVRIL. — Grève du textile à Lavelanet. — Lock-out partiel dans les fonderies parisiennes. — Grève aux fabriques de boîtes de conserves de Concarneau. — Reprise partielle du travail à Wervicq.

— Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme adopte par 2492 voix contre 1178 la thèse du Comité central sur le désarmement.

MERCREDI 3. — Au congrès du Parti communiste, Doriot « reconnaît ses erreurs ».

— Réunion à Lyon de la commission internationale pour les maladies professionnelles.

JEUDI 4. — Rapport de Monmousseau sur les problèmes syndicaux au congrès du Parti communiste.

Allemagne. — Menaces de grève des cheminots de Saxe.

VENDREDI 5. — Le syndicat chrétien du Textile d'Halluin décide la reprise du travail.

— Publication du règlement d'administration publique sur les assurances sociales.

Chine. — Sans combat, les troupes de Nankin occupent Hankéou.

SAMEDI 6. — Les chauffeurs de taxis parisiens (grève des petits loueurs) décident la reprise du travail. — Reprise du travail des métallurgistes de Bordeaux.

DIMANCHE 7. — *Roumanie.* — Dissolution du congrès des syndicats unitaires.

LUNDI 8. — Les gendarmes chargent les grévistes de Concarneau.

Indes. — Deux bombes sont jetées à l'Assemblée législative de Delhi.

MARDI 9. — Le Comité National de la C. G. T. U. proteste à son tour contre le « rectificatif » des assurances sociales.

MERCREDI 10. — Après plus de six mois de grève le syndicat unitaire du Textile d'Halluin décide la reprise du travail.

Les officiers candidats à la dictature

Voici les principaux passages de la lettre du général Noguès qu'a publiée la *France Militaire* du 4 avril, et dont Monatte parle dans son carnet :

Tous les ans vous demandez, Monsieur le Ministre, un rapport sur l'état moral de nos cadres, officiers et sous-officiers. Je désire ici vous faire ce rapport, en toute sincérité, sans rien exagérer, mais sans rien cacher, avec la connaissance profonde de la situation et des hommes que donnent de longues années de commandement, avec la franchise aussi que comportent et un caractère qu'aucune responsabilité n'a jamais fait trembler, et un amour absolu de notre belle patrie à laquelle j'ai sacrifié ma vie (95 % d'invalidité).

Encore deux ou trois séances au Parlement comme celle du 15 mars où, de 14 heures à 6 heures du matin, l'armée a été abreuvée d'outrages, et le divorce sera complet entre l'armée de la France et une partie importante de la représentation nationale.

De ce que l'armée est muette, il ne faut pas conclure que l'on puisse la piétiner et l'écraser sans provoquer de réactions. Elle écoute, elle lit, elle souffre, et ses sentiments sont d'autant plus violents qu'ils sont comprimés par la discipline. Si certains députés, spécialistes de l'antimilitarisme, entendaient les épithètes qui les fouettent, ils se demanderaient ce que pourront dire et faire les « brutes-nées » si elles se libèrent elles-mêmes des entraves que la discipline militaire et de longues traditions leur ont fait jusqu'à ce jour accepter.

Car nous y allons doucement, vers cette ère pleine de périls.

Un mot court dans toutes les salles d'honneur, depuis le 15 mars : « *Il faut nous défendre nous-mêmes!* » Et cette phrase, due à l'exaspération, est grosse de conséquences.

Oui, il faut nous défendre, puisque le gouvernement nous sacrifie à la vindicte des communistes et de leurs alliés. Dès lors, comment agir?

Faut-il imiter les instituteurs ou les postiers, dont les syndicats, parfaitement illégaux, mais énergiquement maintenus, sont tolérés par une faiblesse d'autorité dont il semble que tous les agents de l'Etat puissent profiter à leur tour?

Que deviendra la France, dans cette aventure? C'est elle, la malheureuse, qui y perdra en honneur et en sécurité. Nous descendrons, comme certains Etats, aux pronunciamientos, jusqu'à ce qu'un chef plus énergique en fasse un à son profit. Relire l'histoire...

L'armée gronde. Et c'est de cela, Monsieur le Ministre, que j'ai voulu loyalement vous prévenir. Elle est décidée à se défendre par ses propres moyens, puisque les lois elles-mêmes, ridiculement faibles, ne la protègent même plus.

Un jour viendra où vous risquerez d'être pris entre l'armée nationale mécontente et l'armée rouge française (?) de M. Vaillant-Couturier, pour laquelle on imprime à Paris, le 18 mars : « L'insurrection est un art, et la principale règle de cet art c'est l'offensive audacieuse jusqu'au désespoir, décidée sans retour!... Nous devons répéter sur tous les tons la nécessité de l'offensive intrépide, et de l'attaque à main armée, la nécessité de la lutte la plus énergique. Pour l'armée hésitante, *suppression des chefs!* »

Et cela se vend dans les rues! Il faut réellement que le gouvernement sous-estime l'intelligence de ses cadres pour ne pas se rendre compte de l'effet de cette littérature sur les *supprimés de demain!*

L'U. R. S. S. nous a prouvé, en massacrant les cadres de l'ancienne armée russe, qu'il ne s'agit pas là de fleurs de rhétorique.

Monsieur le Ministre, il est tout juste temps. Penchez-vous vers cette armée qui souffre, défendez-la, — ou c'est la République, c'est la France, ensanglantées une fois encore, qui seront en danger.

⁂

Contre la conciliation obligatoire

Nous publions ci-dessous l'ordre du jour de l'Union des Syndicats autonomes d'Alger contre le projet Loucheur sur la conciliation obligatoire :

Le comité général de l' « Union des syndicats autonomes d'Alger », réuni le dimanche 10 mars, après avoir pris connaissance du projet de loi Loucheur, sur la conciliation obligatoire en ce qui concerne les conflits sociaux.

Considérant que le vote de cette loi par le Parlement et sa promulgation constitueraient une grave atteinte au droit de grève;

Que la procédure nouvelle qui serait instituée par cette loi, imposerait :

1° *Une entrevue avec le patron dans certaines formes et avec certains délais, ce qui entraînerait un premier préavis de grève, partant une première entrave à l'exercice du droit de grève;*

2° L'acceptation obligatoire de l'intervention de l'Etat avant la grève, qui constituerait un second préavis et ainsi une seconde et encore plus sérieuse entrave à l'exercice du droit de grève :

Considérant que de ce fait, donner un préavis de huit jours et quelquefois plus, au patronat, c'est lui donner le temps pour que ce dernier prenne les dispositions de résistance nécessaires;

Considérant que le projet gouvernemental établissant l'obligation du préavis, du double préavis, supprime en fait le droit de grève, sanctionne les ouvriers qui voudraient s'en servir librement, par des poursuites et des condamnations, que ces mêmes sanctions peuvent atteindre les syndicats :

Elève une véhémente protestation contre ce projet de loi, lequel voté et mis en application, livre pieds et poings liés le prolétariat au capitalisme, condamne la classe ouvrière au travail forcé.

S'engage à mener une vigoureuse action pour empêcher l'attentat qui se perpètre contre le prolétariat.

ENTRE NOUS

Maintenant que nous avons retrouvé un « chez nous », il s'agit de se remettre en marche d'un bon pas. Vers quels objectifs? Mais vers les objectifs que nous nous étions fixés dans notre « Plan de travail » pour 1929.

— L'auriez-vous oublié, ce « plan de travail » ? Il ne date cependant que de janvier.

Reportons-nous au numéro du 15 janvier et rappelons que nous nous proposions comme tâches : 1° les 1.500 abonnés; 2° une vente au numéro plus productive; 3° des abonnés de soutien plus nombreux.

LES 1.500 ABONNES

Au cours de cette quinzaine d'installation, de prise en main du travail et de liquidation de l'arriéré, nous avons enregistré 13 abonnements nouveaux. Six nous sont venus par les « possibles » des nos 75-76, sept par divers camarades « chasseurs d'abonnés ».

Nous n'avions qu'un peu plus de vingt « possibles»; six d'entre eux sont devenus des abonnés — plus deux que nous recevons au tout dernier moment et qui ne sont pas compris dans les chiffres de la quinzaine — soit au total 8 abonnés sur 20 « possibles ». Voilà un bon rendement. Cela montre l'intérêt qu'il y a à nous donner de bonnes listes, composées plus de véritables « possibles » que d'adresses prises au hasard.

Obtiendrons-nous le même rendement avec les « possibles » des nos 77 et 78? Ils sont plus nombreux et comportent notamment 87 adresses de Seine-Inférieure que nos amis se sont décidés à nous envoyer. Leur liste, ma foi! semble bonne. Quelques-uns des militants pressentis nous ont fait savoir leur sympathie, mais en ajoutant :

— Je le regrette, la R. P. *est trop chère pour mes moyens, — pour mon modeste budget d'ouvrier tisseur nous écrit l'un d'eux.*

Oui, nous sommes chers. Une revue qui ne vit que de ses abonnements et de sa vente — et qui entend bien ne jamais vivre que de cela — est forcément chère. Mais le désir de se tenir au courant du mouvement, de se documenter, d'apprendre, ce désir ne mérite-t-il pas 40 francs par an ? Et même plus ? Nous nous adressons aux militants : ils doivent nous faire une place dans leur budget; cette dépense ne sera pas sans profit pour eux.

Treize abonnés pour une quinzaine, ce n'est pas la cadence que nous souhaitons; nous voulons et nous devons obtenir de meilleurs résultats. Il le faut, car ces treize abonnements arrivent tout juste à compenser les désabonnements. Au cours de cette même quinzaine, nous avons compté 11 désabonnements. Soit un gain net seulement de 2 abonnés. C'est moins que suffisant.

La plupart des désabonnés sont des « possibles » d'il y a six mois : pourquoi ne les retenons-nous pas après six mois de lecture régulière? Ils ne nous ont pas donné leurs raisons, mais, à coup sûr, cela nous commande d'améliorer sans cesse le contenu de la revue, de chercher à mieux retenir notre public.

Ce qui importe aussi, c'est de travailler sans relâche à la recherche d'abonnés nouveaux, à la fois par le système des « possibles » et par la « chasse » individuelle.

Plus de cent abonnés recevront avec ce numéro la circulaire les avisant que leur abonnement est terminé. A cette circulaire sera jointe une liste de « possibles ». Qu'ils la remplissent de bonnes adresses et nous la réexpédient sans attendre — avec leur réabonnement.

Pour la « chasse individuelle », nous avons commencé de réclamer, par lettres, plus d'activité à nos amis. Serons-nous entendus?

Nous devrions rapidement atteindre — et dépasser — les 1.500 abonnés. Mais il faut que chacun donne son effort.

NOTRE SOUSCRIPTION

La souscription a produit plus de 500 francs, le huitième des dépenses de notre réinstallation, qui, rappelons-le, nous a coûté en gros quatre billets de mille francs — quatre beaux billets de mille francs que nous avons dû sortir de notre caisse, et qui n'étaient pas prévus dans le budget.

Nous avons demandé à nos amis de nous aider à couvrir cette dépense supplémentaire par la souscription, comme nous le leur avions déjà demandé de le faire pour notre « table des matières ». Quand nous regardons autour de nous, nous en voyons une quantité qui n'ont pas encore répondu à notre appel, des amis de Paris comme de province.

Qu'attendent-ils?

Que nous soyons serrés au point d'être contraints comme l'année dernière de supprimer deux numéros dans les mois d'été?

Nous ne pouvons ni ne voulons envisager cela. Mais pour l'empêcher, que faut-il? Une caisse mieux garnie, un fonds de roulement permettant de passer les mois difficiles. Les quatre mille francs du nouveau local auraient pu être ce fonds de roulement. Il nous faut les reconstituer. Pour cela il faut alimenter la souscription.

RENOUVELEZ! RENOUVELEZ!

Les camarades dont l'abonnement s'est terminé en mars sont loin d'avoir tous renouvelé. Ils ont reçu notre circulaire, mais... la plupart ont oublié de passer à la poste. Qu'ils se hâtent de le faire et n'attendent point le recouvrement postal qui nous coûte cher.

Pareillement, ceux dont l'abonnement se termine en avril sont priés de ne pas faire traîner l'envoi de leur réabonnement.

Notre compte de chèques postaux n'a pas changé : c'est toujours 734-99 Paris; seulement nous prions les camarades de rectifier l'adresse à la plume sur les mandats de versement qui peuvent être encore en leur possession.

ON OFFRE...

On offre le cours complet de préparation par correspondance à l'Inspection du travail. Valeur : 900 francs, serait cédé pour 600. S'adresser au bureau de la revue.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris: 7; Seine: 3; Basses-Alpes: 1; Côte-d'Or: 2; Drôme: 2; Gironde: 2; Hérault: 1; Jura: 1; Vosges: 1. Total: 20. (Ce relevé comprend 13 nouveaux abonnés de la première quinzaine d'avril et 7 de la deuxième quinzaine de mars.)

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

De Groote (Seine): 10; Leblanc (Aisne): 200; Anonyme (Seine): 56,30; Le Béchec (Seine-et-Oise), 5; Péresse (Seine-et-Oise): 5; Durand (Seine): 10; E. Molard (Saône-et-Loire): 20; Roger Hagnauer (Seine): 50; Victor (Seine): 50; Geerts (Belgique): 7,10; Mougeot (Meurthe-et-Moselle): 10; Beaurieux (Seine-et-Marne): 20; Josette et Jean Cornec (Finistère): 50; H. Guillaud (Isère): 5; C. Philippon (Cher): 20; Chabrol (Seine): 10; Nicolas (Seine): 5. Total : 533 fr. 40.

POUR LES GREVISTES D'HALLUIN

Delsol (Seine): 10; Jacquet et Kroll (Rhône): 10. Total : 20 fr.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.


Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)